

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion présente de l'information importante au sujet de nos activités et de notre performance pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2020 ainsi que de l'information prospective au sujet de périodes futures. Le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés résumés intermédiaires pour le troisième trimestre de 2020 et les notes y afférentes, préparés conformément à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), avec notre rapport de gestion annuel de 2019, nos états financiers consolidés audités annuels de 2019 et les notes y afférentes, qui ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards ou les « IFRS ») publiées par l'IASB, ainsi qu'avec les autres documents récents, dont notre notice annuelle, déposés auprès des autorités en valeurs mobilières canadiennes et américaines et publiés sur SEDAR, à sedar.com ou sur EDGAR, à sec.gov, respectivement.

Au 1^{er} janvier 2020, nous avons modifié notre mode de présentation de l'information financière et des indicateurs clés de performance du secteur Cable et commencé à présenter les produits moyens par compte (« PMPC ») de Cable, ses relations clients et sa pénétration du marché. Nous avons aussi modifié la présentation du nombre d'abonnés : au lieu de présenter, comme auparavant, le nombre d'abonnés aux services de télévision et aux services de téléphonie, nous présentons désormais le nombre d'abonnés aux services d'accès Internet et à Télé Élan^{MC}. Par ailleurs, nous présentons sous un même poste, appelé « produits tirés des services », l'ensemble des produits tirés des services d'accès Internet, de télévision et de téléphonie de Cable au lieu de les présenter séparément. Ces changements reflètent la manière dont nous gérons nos activités par suite de la convergence en cours des technologies employées pour offrir des services d'accès Internet et de télévision; la nouvelle présentation correspond aux principales mesures que nous utilisons pour évaluer la croissance de notre secteur Cable. Il y a lieu de se reporter aux rubriques « Résultats de nos secteurs à présenter – Cable » et « Indicateurs clés de performance » pour en savoir davantage.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur Rogers, notamment sur son offre de produits et services, son marché concurrentiel et les tendances du secteur, sur sa stratégie fondamentale, ses principaux moteurs de la performance et ses objectifs, il y a lieu de se reporter aux rubriques « Comprendre nos activités », « Stratégie, principaux moteurs de la performance et faits saillants stratégiques » et « Capacité à produire des résultats » de notre rapport de gestion annuel de 2019.

Les termes « nous », « notre », « nos », « Rogers », « Rogers Communications » et « la Société » désignent Rogers Communications Inc. et ses filiales. Le terme « RCI » s'entend de l'entité juridique Rogers Communications Inc., à l'exclusion de ses filiales. Rogers détient également des participations dans divers placements et entreprises.

Dans le présent rapport de gestion, tous les montants présentés en dollars sont en dollars canadiens, sauf indication contraire, et ils n'ont pas été audités. Toutes les variations en pourcentage sont calculées en fonction de nombres arrondis, tels qu'ils sont présentés dans les tableaux. Le présent rapport de gestion est daté du 21 octobre 2020 et a été approuvé à cette date par le conseil d'administration de RCI (le « conseil »). Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs et des hypothèses. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « À propos des énoncés prospectifs » pour obtenir de plus amples renseignements.

La Société est inscrite à la cote de la Bourse de Toronto (TSX : RCI.A et RCI.B) et de la New York Stock Exchange (NYSE : RCI).

Dans le présent rapport de gestion, les expressions « trimestre », « trimestre considéré », « trimestre à l'étude » et « troisième trimestre » désignent la période de trois mois close le 30 septembre 2020, l'expression « premier trimestre » désigne la période de trois mois close le 31 mars 2020, l'expression « deuxième trimestre » désigne la période de trois mois close le 30 juin 2020 et les expressions « période de neuf mois », « période de neuf mois considérée » et « période de neuf mois à l'étude » s'entendent de la période de neuf mois close le 30 septembre 2020, à moins que le contexte ne le précise autrement. Sauf indication contraire, tous les commentaires concernant les résultats comparatifs ont trait à la période correspondante de 2019 ou au 31 décembre 2019, selon le cas. Les mentions de « la COVID-19 » renvoient à la pandémie de la maladie à coronavirus et aux répercussions de celle-ci observées dans les territoires où nous exerçons nos activités ou dans le monde entier, selon le cas.

Rogers^{MC} et les marques associées sont des marques de commerce de Rogers Communications Inc. ou d'une société de son groupe, utilisées sous licence. Tous les autres noms de marque, logos et marques sont des marques de commerce et (ou) des œuvres protégées par le droit d'auteur appartenant à leurs titulaires respectifs. © 2020 Rogers Communications.

Secteurs à présenter

Nous présentons nos résultats opérationnels selon trois secteurs à présenter. Le tableau suivant présente ces secteurs ainsi que la nature de leurs activités :

Secteur	Activités principales
Sans-fil	Activités de télécommunications sans fil destinées aux entreprises et aux consommateurs canadiens.
Cable	Activités de télécommunications par câble, y compris les services d'accès Internet, de télévision, de téléphonie et de domotique pour les entreprises et les consommateurs canadiens, et connectivité réseau offerte au moyen de nos actifs liés au réseau de fibre optique et aux centres de données afin de prendre en charge un éventail de services de transmission de la voix et des données, de réseautage, d'hébergement et d'infonuagique pour les marchés des entreprises, des entités du secteur public et des fournisseurs de services de télécommunications de gros.
Media	Portefeuille diversifié de propriétés de médias qui comprend des services de médias sportifs et de divertissement, de télédiffusion, de radiodiffusion, de chaînes spécialisées, de magasinage multiplateforme et de médias numériques.

Les secteurs Sans-fil et Cable sont exploités par notre filiale en propriété exclusive Rogers Communications Canada Inc. (« RCCI ») et certaines de nos autres filiales en propriété exclusive. Le secteur Media est exploité par notre filiale en propriété exclusive Rogers Media Inc. et ses filiales.

Table des matières

2	Contexte d'exploitation et faits saillants stratégiques	26	Gestion des risques financiers
5	Faits saillants financiers trimestriels	30	Engagements et obligations contractuelles
7	Sommaire des résultats financiers consolidés	30	Évolution de la réglementation
8	Résultats de nos secteurs à présenter	31	Mise à jour sur les risques et les incertitudes
14	Revue de la performance consolidée	33	Estimations et méthodes comptables critiques
17	Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières	35	Indicateurs clés de performance
22	Survol de l'état de la situation financière	37	Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires
23	Situation financière	41	Autres renseignements
		43	À propos des énoncés prospectifs

Contexte d'exploitation et faits saillants stratégiques

La COVID-19 continue d'avoir des répercussions considérables sur la population canadienne, de même que sur les économies du monde entier, car une seconde vague semble affecter le Canada et d'autres pays. Les répercussions de la pandémie de COVID-19 se sont faites le plus ressentir sur nos résultats du deuxième trimestre. Toutefois, nos chiffres ont rebondi de façon importante, même s'ils sont inférieurs à ceux de l'an dernier. En tant que fournisseur de services indispensables en ces temps de crise, nous accordons la plus grande importance à faire en sorte que nos clients puissent rester connectés et que nos clients et nos employés soient protégés.

En mars, nous avons promptement pris des mesures pour que nos clients et nos employés demeurent à l'abri de la maladie pendant la pandémie, notamment en fermant temporairement la plupart de nos magasins partout au Canada et en permettant à la plupart de nos employés de travailler à domicile. Nous avons aussi pris des mesures pour que nos clients restent connectés au monde qui les entoure, notamment en leur offrant des services supplémentaires gratuits (y compris une gamme de chaînes à supplément en rotation) et en renonçant à certains frais (comme les frais pour les services d'itinérance internationale à la carte et les frais d'appels vocaux interurbains), et pour que nos réseaux restent en bon état de marche en gérant le trafic et en accroissant la capacité.

Plus tôt au cours de l'exercice, nous avons mis en place des programmes de rémunération et de santé et de sécurité pour aider nos employés à traverser cette période difficile, en assurant un niveau de rémunération minimal même pour les employés qui n'étaient pas en mesure de travailler. Nous avons lancé plusieurs activités et événements communautaires et, comme les provinces ont levé certaines des restrictions imposées par les autorités de santé publique, nous avons rouvert nos magasins de détail en veillant à y appliquer les mesures de santé publique et de sécurité appropriées. Au 30 septembre 2020, pratiquement tous nos magasins avaient été rouverts.

Au cours du trimestre considéré, le sport en direct, qui avait été interrompu en mars, a pu reprendre. Nos équipes de diffusion ont pu réintégrer les studios et assurer la couverture sportive chère aux Canadiens même si l'assistance aux événements sportifs proprement dits est toujours limitée. Tandis que les restrictions imposées par les autorités de santé publique étaient partiellement levées au pays, protéger nos employés et garder nos clients connectés est resté notre priorité. Alors que les répercussions de la COVID-19 continuent de se faire ressentir partout dans le monde, nous restons confiants, car nous avons une équipe gagnante, un bilan financier solide et des réseaux de classe mondiale. Grâce à ces atouts, nous pourrions surmonter la pandémie sans nous écarter de notre objectif de croissance à long terme et en faisant bien les choses pour prendre soin de notre clientèle.

Nos six priorités guident nos actions et les décisions que nous prenons lorsque nous poursuivons l'amélioration de nos activités opérationnelles et investissons au moment opportun pour faire croître nos principales activités et procurer une valeur supérieure à nos actionnaires. Certains points importants sont présentés ci-dessous.

Offrir aux clients une expérience exceptionnelle en les faisant toujours passer en premier

- Nous avons amélioré de 10 points de base le taux d'attrition des services postpayés mensuel, qui s'est chiffré à 1,10 % en dépit de l'augmentation des ajouts d'abonnés et de l'intensification de l'activité des consommateurs.
- Nous avons procédé à l'ouverture virtuelle de notre centre de solutions clients à Kelowna, maillon de notre chaîne de service à la clientèle entièrement basée au Canada.
- Nous avons étendu nos services de financement aux accessoires afin de rendre abordables pour nos clients les accessoires dernier cri tels que les AirPods, les produits Google Nest, les étuis, les protecteurs d'écran, les chargeurs, les ampoules intelligentes et plus encore.
- Nous avons lancé une option de paiement quotidien appelée ACCÈS QUOTIDIEN^{MC}, ainsi que la fonction Recharge - Invité, qui permet aux clients de recharger un compte sans avoir à ouvrir une session. Ces deux options offertes sur chat visent l'abordabilité et la souplesse.

Investir dans nos réseaux et nos technologies pour exceller en matière de performance et de fiabilité

- Nous avons élargi notre réseau 5G - le premier et le plus vaste au Canada - à 130 villes et municipalités.
- Nous avons inauguré un campus intelligent 5G à l'Université de Waterloo afin de favoriser la recherche et la commercialisation de technologies et d'applications 5G créées au Canada, notamment des solutions pour ville intelligente à l'intention des administrations locales et des résidents, des applications de suivi des actifs destinées aux entreprises et le découpage de réseau à l'intention des premiers intervenants.
- Nous avons annoncé l'acquisition de Cable Cable Inc. et de Ruralwave Inc., entreprises locales de télécommunications de la région de Kawartha Lakes, en Ontario. Ces acquisitions s'inscrivent dans notre détermination à élargir notre réseau afin de servir davantage de clients.
- Nous avons continué d'étoffer notre portefeuille de services évolués afin de faciliter pour les entreprises et la fonction publique la tâche de servir leurs clients et les citoyens. Nous avons notamment conclu de nouvelles ententes de collaboration en matière d'Internet des objets avec bciti, fournisseur d'une plateforme pour villes intelligentes qui assure la connexion numérique des résidents avec leur communauté et les entreprises locales, de même qu'avec Roambee, fournisseur de solutions de surveillance d'actifs en temps réel qui transforment la chaîne d'approvisionnement et les activités de logistique des entreprises canadiennes.

Fournir les solutions novatrices et le contenu captivant que nos clients adorent

- Nous avons offert gratuitement les six premiers mois d'abonnement à Apple Music, en exclusivité, aux abonnés de certains forfaits Infini de Rogers.
- Nous avons lancé Diffusion futée^{MC} Élan^{MC}, une extension de divertissement qui permet aux clients du service Élan Internet^{MC} d'accéder à leurs services de diffusion en continu préférés à partir d'un point unique.
- Nous avons étoffé le contenu gratuit du service Télé Élan en introduisant deux nouvelles applications, Fun at Home et Health At Home.

- Nous avons offert une couverture parmi les meilleures du secteur dès la reprise du sport en direct, Sportsnet étant le réseau le plus regardé au Canada par un important segment de la population et le plus regardé de tous en août aux heures de grande écoute.

Générer une croissance rentable dans tous les marchés que nous desservons

- Les ajouts nets d'abonnés aux services postpayés de Sans-fil se sont chiffrés à 138 000, soit une hausse de 34 %, solide résultat attribuable à la réouverture des magasins et à la reprise de l'économie.
- La marge du BAIIA ajusté sur les produits tirés des services de Cable a augmenté de 300 points de base et la marge du BAIIA ajusté de Cable a augmenté de 120 points de base, malgré les répercussions de la COVID-19.
- Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté de 13 %, en partie grâce à la gestion rigoureuse du capital.

Développer le potentiel de nos employés et créer une culture de rendement élevé

- Nous avons obtenu la cote de motivation des employés record de 87 % dans notre sondage annuel, soit deux points de plus qu'en 2019 et sept de plus que le meilleur de la catégorie.
- Nous avons lancé le balado *Le travail à cœur^{MC}* qui explore les principaux thèmes associés à une expérience employé gagnante, comme la résilience, l'inclusion et la diversité ou les valeurs, afin d'attirer les talents et de stimuler la fierté au sein de notre équipe.
- En partenariat avec la Sun Life, nous avons prolongé notre solution de soins de santé virtuels à l'intention des employés jusqu'à la fin de l'année afin de donner à nos employés et à leur famille un accès rapide à des professionnels de la santé pendant la COVID-19.
- Dans le cadre de notre plan d'inclusion et de diversité, nous nous sommes engagés à verser 10 millions de dollars sur cinq ans en services de publicité et de création gratuits à des organismes caritatifs et à de petites entreprises qui soutiennent les membres de la communauté noire, autochtone et racisée et les communautés à la recherche d'équité, en misant sur nos actifs sportifs et nos actifs de médias.

Être un important chef de file sur le plan de la responsabilité sociale dans nos communautés partout au pays

- En partenariat avec Banques alimentaires Canada, nous avons réalisé le plus vaste programme de collecte de denrées de notre histoire; nos employés ont consenti plus de 20 000 heures de bénévolat à ce programme au Centre Rogers^{MC} et un peu partout au pays afin de rendre possible la préparation de 8 millions de repas pour des familles canadiennes et ont ainsi participé au lancement du défi des 60 000 heures dans le cadre du Projet 60 qui marque le soixantième anniversaire de Rogers en 2020.
- Nous avons amorcé le repêchage communautaire de l'Équipe Rogers afin de soutenir les familles lors de la reprise des activités sportives, en contribuant au paiement des frais d'inscription des enfants à une ligue et en permettant aux jeunes d'avoir accès à du mentorat.
- Nous nous sommes associés à l'Orange Shirt Society pour soutenir ses efforts visant à faire connaître l'histoire des Autochtones partout au Canada et à sensibiliser la population canadienne aux mesures de réconciliation au moyen de la vente sur le site de TSC^{MC} d'un t-shirt orange spécialement conçu par Patrick Hunter, artiste ojibwé, pour souligner la Journée du chandail orange. Le produit de la vente, qui s'est élevé à près de 100 000 \$, a été remis intégralement à l'organisme.
- Nous avons versé un don annuel de 1 million de dollars à la Jays Care Foundation pour aider à financer les camps d'été virtuels qui ont rejoint 10 000 jeunes au Canada.

Opération proposée visant Cogeco

Le 2 septembre, Rogers a annoncé la conclusion d'une entente avec Altice USA, Inc. (« Altice USA ») aux termes de laquelle, si Altice USA mène à bien l'acquisition de Cogeco Inc. et de Cogeco Communications Inc. (ensemble, « Cogeco »), Rogers se portera acquéreur des actifs canadiens de Cogeco, comme il est précisé dans l'offre d'achat proposée d'Altice qui a été rendue public le 2 septembre. Les conseils d'administration de Cogeco ont rejeté l'offre du 2 septembre et l'actionnaire qui détient le contrôle de Cogeco a fait savoir qu'il n'appuyait pas l'opération proposée.

Le 18 octobre, Altice USA a présenté une offre révisée à Cogeco. Si Cogeco accepte l'offre, Rogers se portera l'acquéreur des actifs canadiens de Cogeco pour un prix d'achat brut de 6 milliards de dollars, diminué de la valeur de l'investissement de Rogers dans Cogeco, soit 2,3 milliards de dollars (laquelle tient compte de la prime offerte dans le cadre de l'offre), pour une contrepartie en trésorerie nette de 3,7 milliards de dollars. Altice USA a spécifié qu'elle retirera l'offre révisée si, d'ici le 18 novembre 2020, elle ne parvient pas à établir une entente mutuellement satisfaisante ou, à tout le moins, à trouver une voie claire à suivre pour réaliser l'opération. L'actionnaire qui détient le contrôle de Cogeco et les conseils d'administration ont rejeté l'offre révisée. Par conséquent, Altice USA et Rogers

ont tous les deux confirmé que si l'actionnaire qui détient le contrôle de Cogeco et les conseils d'administration souhaitent discuter de l'offre avec les porteurs d'actions subalternes, l'offre sera valable jusqu'au 18 novembre 2020.

Faits saillants financiers trimestriels

Notre solide situation financière nous permet d'accorder la priorité voulue aux mesures qu'il est nécessaire de prendre devant la COVID-19, de consentir des investissements hautement prioritaires dans notre réseau et de garder nos clients connectés en cette période difficile.

Produits

Le total des produits a fléchi de 2 % pour le trimestre à l'étude, en grande partie sous l'effet d'une baisse de 9 % des produits tirés des services de Sans-fil.

La diminution des produits tirés des services de Sans-fil s'explique principalement par la baisse des produits tirés des services d'itinérance découlant des restrictions imposées aux voyages internationaux pendant la COVID-19, ainsi que par le recul des produits tirés de l'utilisation excédentaire des données découlant essentiellement de l'adoption progressive de nos forfaits de données illimitées Infini de Rogers^{MC}. Les produits tirés du matériel de Sans-fil ont augmenté par suite d'une migration des ventes d'appareils vers des appareils à valeur plus élevée.

Les produits de Cable ont diminué de 1 % pour le trimestre considéré, parce que les produits tirés des services sont restés les mêmes alors que les produits tirés du matériel ont baissé.

Les produits de Media ont augmenté de 1 %, ce qui est attribuable principalement à la hausse des produits découlant de la reprise des matchs de hockey de la LNH, ce facteur ayant été contrebalancé en partie par la baisse des produits provenant des Blue Jays de Toronto^{MC} à cause de la COVID-19.

BAIIA ajusté et marges

Le BAIIA ajusté consolidé a diminué de 4 % pour le trimestre à l'étude, et la marge du BAIIA ajusté a baissé de 90 points de base.

Le BAIIA ajusté de Sans-fil a reculé de 4 %, surtout en raison du contrecoup de la baisse des produits susmentionnée; ce facteur a été compensé en partie par les mesures de réduction des coûts. La marge du BAIIA ajusté sur les produits tirés des services s'est donc établie à 65,9 %, soit une hausse de 300 points de base par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Le BAIIA ajusté de Cable a augmenté de 2 % pour le trimestre, principalement par suite de la baisse des charges opérationnelles sous l'effet de la diminution des coûts faisant suite à la baisse des ajouts d'abonnés, de l'accroissement du nombre d'installations par l'utilisateur et d'autres mesures de réduction des coûts. La marge s'est établie à 51,4 % pour le trimestre, soit une hausse de 120 points de base par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Enfin, le BAIIA ajusté de Media a diminué de 32 %, ou 41 millions de dollars, pour le trimestre considéré, principalement à cause de l'augmentation des coûts liés à la programmation et aux sports par suite de la reprise des matchs de hockey de la LNH, facteur en partie compensé par la hausse des produits dont il est question plus haut.

Bénéfice net et résultat net ajusté

Le bénéfice net et le résultat net ajusté ont diminué de 14 % et de 12 %, respectivement, pour le trimestre à l'étude, principalement en raison de la baisse du BAIIA ajusté.

Flux de trésorerie substantiels et liquidités disponibles abondantes

Au cours du trimestre à l'étude, nos activités d'exploitation ont continué de dégager des rentrées substantielles : nous avons enregistré des flux de trésorerie de 986 millions de dollars, en baisse de 24 % par suite d'une augmentation du fonds de roulement net associé aux investissements consentis à l'égard de la clientèle, et des flux de trésorerie disponibles de 868 millions de dollars, en hausse de 13 %.

En outre, au 30 septembre 2020, nos liquidités disponibles se chiffraient à 5,5 milliards de dollars, dont 2,2 milliards de dollars en trésorerie et équivalents de trésorerie et une somme globale de 3,3 milliards de dollars de fonds

accessibles au moyen de notre facilité de crédit bancaire et notre programme de titrisation des débiteurs. Nos actions étaient considérées comme des titres de premier ordre avec perspective stable.

Nous avons aussi versé en trésorerie des sommes considérables à nos actionnaires grâce au versement de dividendes de 253 millions de dollars pour le trimestre et déclaré un dividende de 0,50 \$ par action le 21 octobre 2020.

Objectifs financiers

Étant donné l'incertitude persistante entourant la durée de la COVID-19 et les répercussions qu'elle pourrait avoir, il nous est impossible à l'heure actuelle d'en prédire l'effet global sur nos résultats opérationnels et financiers, mais l'effet a été significatif jusqu'ici. Même si les résultats du trimestre considéré se sont améliorés considérablement par rapport à ceux du deuxième trimestre, il n'est pas non plus possible d'estimer de façon fiable nos résultats financiers d'ici la fin de l'exercice. Nous ne mettrons donc pas à jour nos perspectives financières pour 2020. La COVID-19 a eu à court terme un effet négatif sur le total des produits tirés des services et le BAIIA ajusté, mais nous sommes parvenus à dégager des flux de trésorerie vigoureux, ce qui reste notre priorité. Il y a lieu de se reporter aux rubriques « Mise à jour sur les risques et les incertitudes » et « À propos des énoncés prospectifs » pour obtenir un complément d'information sur la COVID-19, notamment quant à l'incidence qu'elle a eue et pourrait avoir sur nos activités et aux mesures que nous prenons pour y faire face.

Sommaire des résultats financiers consolidés

(en millions de dollars, sauf les marges et les montants par action)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2020	2019	Variation en %	2020	2019	Variation en %
Produits						
Sans-fil	2 228	2 324	(4)	6 239	6 757	(8)
Cable	988	994	(1)	2 927	2 967	(1)
Media	489	483	1	1 197	1 542	(22)
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(40)	(47)	(15)	(127)	(145)	(12)
Produits	3 665	3 754	(2)	10 236	11 121	(8)
Total des produits tirés des services ¹	3 086	3 233	(5)	8 932	9 721	(8)
BAlIA ajusté ²						
Sans-fil	1 089	1 138	(4)	3 033	3 281	(8)
Cable	508	499	2	1 415	1 422	–
Media	89	130	(32)	(31)	118	n. s.
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(48)	(55)	(13)	(150)	(139)	8
BAlIA ajusté	1 638	1 712	(4)	4 267	4 682	(9)
Marge du BAlIA ajusté ²	44,7 %	45,6 %	(0,9) pt	41,7 %	42,1 %	(0,4) pt
Bénéfice net	512	593	(14)	1 143	1 575	(27)
Bénéfice de base par action	1,01 \$	1,16 \$	(13)	2,26 \$	3,07 \$	(26)
Bénéfice dilué par action	1,01 \$	1,14 \$	(11)	2,23 \$	3,05 \$	(27)
Résultat net ajusté ²	548	622	(12)	1 225	1 624	(25)
Résultat par action de base ajusté ²	1,09 \$	1,22 \$	(11)	2,43 \$	3,17 \$	(23)
Résultat par action dilué ajusté ²	1,08 \$	1,19 \$	(9)	2,39 \$	3,15 \$	(24)
Dépenses d'investissement	504	657	(23)	1 656	2 016	(18)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	986	1 305	(24)	3 374	3 360	–
Flux de trésorerie disponibles ²	868	767	13	1 798	1 781	1

n. s. : non significatif

¹ Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

² Le BAlIA ajusté, le résultat net ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures, sur la façon dont nous les calculons et les ratios auxquels elles servent.

Résultats de nos secteurs à présenter

SANS-FIL

Résultats financiers de Sans-fil

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2020	2019	Variation en %	2020	2019	Variation en %
Produits						
Produits tirés des services	1 652	1 808	(9)	4 942	5 368	(8)
Produits tirés du matériel	576	516	12	1 297	1 389	(7)
Produits	2 228	2 324	(4)	6 239	6 757	(8)
Charges opérationnelles						
Coût du matériel	567	530	7	1 278	1 498	(15)
Autres charges opérationnelles	572	656	(13)	1 928	1 978	(3)
Charges opérationnelles	1 139	1 186	(4)	3 206	3 476	(8)
BAlIA ajusté	1 089	1 138	(4)	3 033	3 281	(8)
Marge du BAlIA ajusté sur les produits tirés des services ¹	65,9 %	62,9 %	3 pts	61,4 %	61,1 %	0,3 pt
Marge du BAlIA ajusté ²	48,9 %	49,0 %	(0,1) pt	48,6 %	48,6 %	– pt
Dépenses d'investissement	228	288	(21)	763	960	(21)

¹ Calculée à l'aide des produits tirés des services.

² Calculée à l'aide des produits totaux.

Résultats d'abonnements de Sans-fil ¹

(en milliers, sauf les taux d'attrition, le MFMPA mixte et les PMPA mixtes)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2020	2019	Variation	2020	2019	Variation
Services postpayés						
Ajouts bruts d'abonnés	450	437	13	923	1 083	(160)
Ajouts nets d'abonnés	138	103	35	131	203	(72)
Total des abonnés aux services postpayés ²	9 569	9 360	209	9 569	9 360	209
Attrition (mensuelle)	1,10 %	1,20 %	(0,10) pt	0,93 %	1,06 %	(0,13) pt
Services prépayés						
Ajouts bruts d'abonnés	163	235	(72)	423	605	(182)
Ajouts nets d'abonnés	30	27	3	(102)	(21)	(81)
Total des abonnés aux services prépayés ²	1 300	1 478	(178)	1 300	1 478	(178)
Attrition (mensuelle)	3,46 %	4,74 %	(1,28) pt	4,41 %	4,62 %	(0,21) pt
MFMPA mixte (mensuel)	63,55 \$	67,20 \$	(3,65) \$	63,39 \$	66,25 \$	(2,86) \$
PMPA mixtes (mensuels)	51,12 \$	56,01 \$	(4,89) \$	51,00 \$	55,56 \$	(4,56) \$

¹ Le nombre d'abonnés, le taux d'attrition, le MFMPA mixte et les PMPA mixtes sont des indicateurs clés de performance. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

² À la clôture de la période.

Produits tirés des services

La baisse de 9 % des produits tirés des services et des PMPA mixtes au cours du trimestre considéré et celle de 8 % pour la période de neuf mois à l'étude sont toutes les deux imputables aux facteurs suivants :

- la baisse des produits tirés des services d'itinérance découlant des restrictions imposées aux voyages internationaux pendant la COVID-19;

- une baisse des produits tirés des frais d'utilisation excédentaire par suite d'un fort taux d'adoption par les clients de nos forfaits de données illimitées Infini de Rogers et de la diminution de l'utilisation des données sans fil du fait que les clients ont passé plus de temps à la maison branchés sur leur réseau Wi-Fi.

La diminution de 5 % du MFMPA mixte pour le trimestre à l'étude et celle de 4 % pour la période de neuf mois sont aussi essentiellement attribuables à une baisse des produits tirés des services d'itinérance et des frais d'utilisation excédentaire, facteur en partie compensé par la tendance des abonnés à faire financer leurs achats d'appareils à valeur plus élevée, qui se poursuit.

Pour les services postpayés, la hausse des ajouts bruts d'abonnés, les ajouts nets d'abonnés et l'amélioration de l'attrition au cours du trimestre à l'étude sont tous imputables à la qualité des services offerts, à la réouverture progressive des magasins et à une intensification de l'activité des Canadiens sur le marché.

Produits tirés du matériel

La hausse de 12 % des produits tirés du matériel pour le trimestre considéré découle des éléments suivants :

- une migration des ventes d'appareils vers des appareils à valeur plus élevée;
- l'augmentation des rehaussements d'appareils par les clients déjà abonnés.

Les produits tirés du matériel ont diminué de 7 % pour la période de neuf mois considérée, ce qui s'explique essentiellement par la diminution des rehaussements d'appareils par les abonnés et le recul des ajouts bruts d'abonnés, facteurs causés en partie par la COVID-19.

Charges opérationnelles

Coût du matériel

La hausse de 7 % du coût du matériel pour le trimestre considéré et la baisse de 15 % pour la période de neuf mois à l'étude s'expliquent par les facteurs ayant influé sur les produits tirés du matériel mentionnés ci-dessus.

Autres charges opérationnelles

La diminution de 13 % des autres charges opérationnelles pour le trimestre à l'étude fait suite essentiellement aux diverses mesures de réduction des coûts et d'amélioration de la productivité.

Quant à la diminution de 3 % observée pour la période de neuf mois à l'étude, elle s'explique en outre par la hausse des créances douteuses au deuxième trimestre découlant du changement défavorable de la conjoncture économique pendant la COVID-19.

BAIIA ajusté

La diminution de 4 % du BAIIA ajusté pour le trimestre considéré et celle de 8 % pour la période de neuf mois à l'étude sont le résultat des variations des produits et des charges décrites plus haut.

CABLE

Résultats financiers de Cable

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2020	2019	Variation en %	2020	2019	Variation en %
Produits						
Produits tirés des services	985	989	–	2 920	2 956	(1)
Produits tirés du matériel	3	5	(40)	7	11	(36)
Produits	988	994	(1)	2 927	2 967	(1)
Charges opérationnelles	480	495	(3)	1 512	1 545	(2)
BAlIA ajusté	508	499	2	1 415	1 422	–
Marge du BAlIA ajusté	51,4 %	50,2 %	1,2 pt	48,3 %	47,9 %	0,4 pt
Dépenses d'investissement	217	290	(25)	713	864	(17)

Résultats d'abonnements de Cable ¹

(en milliers, sauf les PMPC et la pénétration)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2020	2019	Variation	2020	2019	Variation
Services d'accès Internet						
Ajouts nets d'abonnés	16	41	(25)	38	77	(39)
Nombre total d'abonnés aux services d'accès Internet ^{2,3}	2 574	2 507	67	2 574	2 507	67
Télé Élan						
Ajouts nets d'abonnés	38	65	(27)	147	178	(31)
Nombre total d'abonnés à Télé Élan ²	473	220	253	473	220	253
Foyers branchés ²	4 543	4 434	109	4 543	4 434	109
Relations clients						
Ajouts nets d'abonnés	6	14	(8)	1	13	(12)
Total des relations clients ^{2,3}	2 513	2 502	11	2 513	2 502	11
PMPC (mensuels)	131,25 \$	132,22 \$	(0,97) \$	129,44 \$	131,99 \$	(2,55) \$
Pénétration ²	55,3 %	56,4 %	(1,1) pt	55,3 %	56,4 %	(1,1) pt

¹ Les résultats relatifs aux abonnés sont un indicateur clé de performance. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

² À la clôture de la période.

³ Le 30 septembre 2020, nous avons acquis quelque 2 000 abonnés aux services d'accès Internet et relations clients lors de notre acquisition de Ruralwave Inc. Ces ajouts ne sont pas pris en compte dans les ajouts nets, mais figurent dans le total au 30 septembre 2020.

Produits

Les produits tirés des services de Cable sont restés stables pour le trimestre à l'étude. Leur recul de 1 % pour la période de neuf mois considérée est imputable aux facteurs suivants :

- un recul de 2 % des PMPC en raison de l'effet combiné de la façon dont est structurée la nouvelle tarification des offres groupées, qui proposent les services de téléphonie résidentielle moyennant un faible surcoût; de l'annulation de certains frais et des programmes instaurés pour aider les clients pendant la COVID-19; de la migration des clients des services d'accès Internet vers la gamme Élan offrant des vitesses et des capacités supérieures; et l'effet des changements apportés en 2019 à la tarification des services;
- recul en partie compensé par une augmentation de la valeur totale des relations clients par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent attribuable à la progression du nombre d'abonnés aux services d'accès Internet et à Télé Élan, en partie contrebalancée par la diminution du nombre d'abonnés aux anciens services de télévision et de téléphonie.

Nous sommes restés fidèles à notre plan d'action visant le service résidentiel branché, dont le produit phare est le service Télé Élan. Au cours des douze derniers mois, le nombre d'abonnés à Télé Élan a considérablement augmenté. Les étapes suivantes de ce plan d'action consisteront notamment à ajouter des applications et du contenu à Télé Élan et à introduire de nouveaux produits pour aider les clients à rester connectés.

Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles ont diminué de 3 % au cours du trimestre considéré et de 2 % au cours de la période de neuf mois à l'étude en raison essentiellement d'une diminution des coûts associée à la baisse des ajouts d'abonnés et à l'accroissement du nombre d'installations par l'utilisateur et d'autres mesures de réduction des coûts.

BAIIA ajusté

Le BAIIA ajusté a augmenté de 2 % au cours du trimestre considéré et est resté stable pour la période de neuf mois à l'étude en raison des variations des produits et des charges susmentionnées.

MEDIA

Résultats financiers de Media

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les			Périodes de neuf mois closes les		
	2020	2019	Variation en %	2020	2019	Variation en %
Produits	489	483	1	1 197	1 542	(22)
Charges opérationnelles	400	353	13	1 228	1 424	(14)
BAIIA ajusté	89	130	(32)	(31)	118	n. s.
Marge du BAIIA ajusté	18,2 %	26,9 %	(8,7) pts	(2,6) %	7,7 %	(10,3) pts
Dépenses d'investissement	18	17	6	43	56	(23)

Les résultats de notre secteur Media pour le trimestre et la période de neuf mois ont été très perturbés par la COVID-19 et se ressentent de la suspension des activités sportives des ligues majeures entre la mi-mars et le début du trimestre à l'étude. En outre, ce secteur est sujet à des variations saisonnières, dont certaines se rapportent à la demande normale de l'activité des consommateurs et à son effet sur l'évolution des cycles de la publicité et des ventes au détail connexes.

Produits

Les produits ont progressé de 1 % au cours du trimestre considéré en raison des facteurs suivants :

- la hausse des produits tirés de la publicité, des abonnements et de la radiodiffusion par suite de la reprise des matchs de hockey de la LNH;
- l'augmentation des produits tirés de Today's Shopping Choice^{MC};
- facteurs en partie annulés par la baisse des produits tirés des jours de match des Blue Jays de Toronto^{MC}.

Si les produits ont reculé de 22 % pour la période de neuf mois à l'étude, c'est principalement à cause de la baisse des produits provenant des événements sportifs, notamment ceux provenant des Blue Jays de Toronto, et des produits tirés de la publicité par suite du ralentissement du marché publicitaire, baisse occasionnée dans les deux cas par la COVID-19.

Charges opérationnelles

La hausse de 13 % des charges opérationnelles pour le trimestre considéré s'explique par les facteurs suivants :

- l'augmentation des coûts liés à la programmation par suite de la reprise des matchs de hockey de la LNH;
- facteur en partie compensé par le repli des charges opérationnelles générales découlant de la réduction des activités opérationnelles.

La baisse de 14 % des charges opérationnelles pour la période de neuf mois à l'étude est attribuable à la diminution des coûts liés aux événements sportifs, notamment les salaires des joueurs des Blue Jays de Toronto et les coûts des jours de match, en raison de la COVID-19 qui a entraîné la suspension temporaire des activités sportives des ligues majeures.

BAIIA ajusté

Le recul du BAIIA ajusté pour le trimestre et la période de neuf mois considérés est le résultat des variations des produits et des charges décrites plus haut.

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

(en millions de dollars, sauf l'intensité du capital)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2020	2019	Variation en %	2020	2019	Variation en %
Sans-fil	228	288	(21)	763	960	(21)
Cable	217	290	(25)	713	864	(17)
Media	18	17	6	43	56	(23)
Siège social	41	62	(34)	137	136	1
Dépenses d'investissement ¹	504	657	(23)	1 656	2 016	(18)
Intensité du capital ²	13,8 %	17,5 %	(3,7) pts	16,2 %	18,1 %	(1,9) pt

¹ Comprennent les entrées d'immobilisations corporelles, déduction faite du produit de la sortie, et ne tiennent pas compte des dépenses liées aux licences de spectre ni des entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation.

² Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

En raison de la COVID-19, nos dépenses d'investissement consolidées ont diminué de 23 % pour le trimestre considéré et de 18 % pour la période de neuf mois. La plus grande partie de cette baisse s'explique par le nombre réduit d'installations résidentielles, le report de projets dont l'exécution a été retardée à cause de la pandémie, et la réduction de coûts découlant de l'instauration de processus d'installation par l'utilisateur dans notre secteur Cable. Malgré ce recul global, nous continuons d'accorder la priorité aux dépenses d'investissement pour soutenir notre stratégie à long terme, comme le démontrent nos ratios améliorés d'intensité du capital, notamment l'expansion de notre réseau 5G et notre plan d'action visant le service résidentiel branché.

Sans-fil

Les dépenses d'investissement de Sans-fil du trimestre et de la période de neuf mois, tout en étant inférieures à celles de 2019, reflètent l'investissement permanent dans nos réseaux. Nous avons continué d'étendre notre réseau LTE grâce à des investissements dans la technologie 4.5G qui est aussi prête pour la 5G, et nous avons poursuivi les travaux de déploiement de la 5G sur la bande de 600 MHz et d'autres bandes pour étendre notre réseau 5G à 130 villes et municipalités.

Cable

La diminution des dépenses d'investissement de Cable pour le trimestre et la période de neuf mois considérés découle de la diminution du nombre d'installations résidentielles et de la baisse des achats de matériel installé chez l'abonné pendant la COVID-19. Nous avons toujours l'objectif de rentabiliser les investissements et d'améliorer l'intensité du capital, tout en accordant la priorité aux dépenses d'investissement par la poursuite de la mise à niveau de notre infrastructure de réseau au moyen du déploiement additionnel de fibre optique, notamment les réseaux de distribution par fibre optique jusqu'au domicile et par fibre optique jusqu'au point de concentration. Les mises à niveau viendront réduire le nombre de foyers branchés par nœud et intégreront les technologies les plus récentes qui contribueront à procurer plus de bande passante et une expérience client encore plus fiable, à mesure que nous réalisons notre plan d'action visant le service résidentiel branché.

Media

Les dépenses d'investissement du secteur Media au cours du trimestre considéré sont comparables à celles du trimestre correspondant de 2019. Leur diminution pour la période de neuf mois à l'étude découle principalement de la baisse des investissements consacrés au stade des Blues Jays de Toronto et aux installations connexes cette année.

Siège social

La diminution des dépenses d'investissement du siège social pour le trimestre à l'étude découle de la baisse des investissements consentis dans nos installations immobilières. Les dépenses d'investissement du siège social de la période de neuf mois à l'étude sont restées stables par rapport à celles de la période correspondante de 2019.

Intensité du capital

L'intensité du capital a diminué pour le trimestre et la période de neuf mois considérés par suite de la baisse des dépenses d'investissement, en partie contrebalancée par la réduction des produits expliquée ci-dessus.

Revue de la performance consolidée

La présente rubrique analyse notre bénéfice net consolidé ainsi que d'autres produits et charges qui n'ont pas été analysés au préalable.

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2020	2019	Variation en %	2020	2019	Variation en %
BAlIA ajusté ¹	1 638	1 712	(4)	4 267	4 682	(9)
Déduire (ajouter) :						
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	663	627	6	1 952	1 850	6
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	49	42	17	112	101	11
Charges financières	219	215	2	653	610	7
Autres charges (produits)	6	16	(63)	(1)	2	n. s.
Charge d'impôt sur le résultat	189	219	(14)	408	544	(25)
Bénéfice net	512	593	(14)	1 143	1 575	(27)

¹ Le BAlIA ajusté est une mesure non conforme aux PCGR qui ne doit pas être considérée comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Cette mesure n'est pas définie en vertu des IFRS et n'a pas de signification normalisée et, par conséquent, sa fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de cette mesure et sur la façon dont nous la calculons.

Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2020	2019	Variation en %	2020	2019	Variation en %
Amortissement des immobilisations corporelles	603	578	4	1 785	1 709	4
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	57	45	27	159	128	24
Amortissement des immobilisations incorporelles	3	4	(25)	8	13	(38)
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, montant total	663	627	6	1 952	1 850	6

Le montant total des amortissements a augmenté au cours du trimestre et de la période de neuf mois considérés en raison principalement de l'effet cumulatif de la hausse des dépenses d'investissement au cours des dernières années. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Dépenses d'investissement » pour en savoir plus à ce sujet.

Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois à l'étude, nous avons engagé 49 millions de dollars et 112 millions de dollars (42 millions de dollars et 101 millions de dollars en 2019), respectivement, en frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges. En 2020, ces charges comprennent les coûts de rémunération supplémentaires et temporaires et d'autres coûts occasionnés par la COVID-19 ainsi que les indemnités de départ liées à la restructuration ciblée de notre effectif. En 2019, ces charges se composaient principalement d'indemnités de départ liées à la restructuration ciblée de nos effectifs, de frais de résiliation de contrats et d'autres coûts.

Charges financières

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2020	2019	Variation en %	2020	2019	Variation en %
Intérêts sur les emprunts ¹	196	194	1	585	554	6
Intérêts sur les obligations locatives	17	15	13	52	44	18
Intérêts sur les passifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi	3	2	50	10	8	25
Perte (profit) de change	6	20	(70)	115	(52)	n. s.
Variation de la juste valeur des instruments dérivés	(4)	(19)	(79)	(113)	54	n. s.
Intérêts inscrits à l'actif	(5)	(5)	–	(15)	(14)	7
Autres	6	8	(25)	19	16	19
Total des charges financières	219	215	2	653	610	7

¹ Les intérêts sur les emprunts comprennent les intérêts sur les emprunts à court terme et sur la dette à long terme.

L'augmentation de 2 % des charges financières du trimestre à l'étude et celle de 7 % pour la période de neuf mois considérée s'expliquent principalement par la hausse des intérêts sur les emprunts causée par les facteurs suivants :

- l'accroissement de l'encours de la dette par suite des émissions de titres d'emprunt effectuées au cours de l'exercice précédent;
- facteur partiellement compensé par la baisse du coût moyen pondéré des emprunts figurant dans l'encours de la dette.

Charge d'impôt sur le résultat

(en millions de dollars, sauf les taux d'impôt)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Taux d'impôt prévu par la loi	26,6 %	26,7 %	26,6 %	26,7 %
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	701	812	1 551	2 119
Charge d'impôt sur le résultat calculée	186	217	413	566
Augmentation (diminution) de la charge d'impôt découlant de ce qui suit :				
Rémunération fondée sur des actions non imposable	–	(1)	(3)	–
Partie non déductible des pertes au titre des placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence	5	6	7	7
Ajustement fiscal, modification des lois fiscales	–	–	–	(23)
Partie non imposable des gains en capital	–	(2)	–	(2)
Autres éléments	(2)	(1)	(9)	(4)
Total de la charge d'impôt sur le résultat	189	219	408	544
Taux d'impôt effectif	27,0 %	27,0 %	26,3 %	25,7 %
Impôt sur le résultat en trésorerie payé	75	99	243	345

Les taux d'impôt effectifs pour le trimestre et la période de neuf mois à l'étude se rapprochaient des taux d'impôt prévus par la loi.

L'impôt sur le résultat en trésorerie payé au cours du trimestre et de la période de neuf mois à l'étude a diminué en raison du calendrier des versements d'acomptes provisionnels.

Bénéfice net

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2020	2019	Variation en %	2020	2019	Variation en %
Bénéfice net	512	593	(14)	1 143	1 575	(27)
Bénéfice de base par action	1,01 \$	1,16 \$	(13)	2,26 \$	3,07 \$	(26)
Bénéfice dilué par action	1,01 \$	1,14 \$	(11)	2,23 \$	3,05 \$	(27)

Résultat net ajusté

La façon dont nous calculons le résultat net ajusté à partir du BAIIA ajusté se présente comme suit :

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2020	2019	Variation en %	2020	2019	Variation en %
BAIIA ajusté ¹	1 638	1 712	(4)	4 267	4 682	(9)
Déduire :						
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	663	627	6	1 952	1 850	6
Charges financières	219	215	2	653	610	7
Autres charges (produits)	6	16	(63)	(1)	2	n. s.
Charge d'impôt sur le résultat ²	202	232	(13)	438	596	(27)
Résultat net ajusté ¹	548	622	(12)	1 225	1 624	(25)
Résultat par action de base ajusté ¹	1,09 \$	1,22 \$	(11)	2,43 \$	3,17 \$	(23)
Résultat par action dilué ajusté ¹	1,08 \$	1,19 \$	(9)	2,39 \$	3,15 \$	(24)

¹ Le BAIIA ajusté et le résultat net ajusté sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures, de la façon dont nous les calculons et des ratios auxquels elles servent.

² La charge d'impôt sur le résultat ne tient pas compte de recouvrements de 13 millions de dollars et de 30 millions de dollars, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2020 (13 millions de dollars et 29 millions de dollars en 2019) liés à l'incidence fiscale des éléments ajustés. Cette charge exclut également un recouvrement de 23 millions de dollars lié à des modifications des lois fiscales pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019.

Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières

Activités opérationnelles, activités d'investissement et activités de financement

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, l'impôt sur le résultat payé et les intérêts payés	1 475	1 671	4 260	4 553
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel	(198)	(45)	(29)	(267)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant l'impôt sur le résultat payé et les intérêts payés	1 277	1 626	4 231	4 286
Impôt sur le résultat payé	(75)	(99)	(243)	(345)
Intérêts payés	(216)	(222)	(614)	(581)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	986	1 305	3 374	3 360
Activités d'investissement				
Dépenses d'investissement	(504)	(657)	(1 656)	(2 016)
Entrées de droits de diffusion	(23)	(15)	(45)	(29)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés aux dépenses d'investissement et aux immobilisations incorporelles	20	(63)	(134)	(144)
Acquisitions et autres transactions stratégiques, déduction faite de la trésorerie acquise	(8)	–	(8)	(1 731)
Autres	(32)	11	(60)	1
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement	(547)	(724)	(1 903)	(3 919)
Activités de financement				
Produit reçu (remboursements) sur les emprunts à court terme, montant net	325	(311)	(1 402)	(523)
Émissions de titres d'emprunt à long terme, montant net	–	–	2 540	2 276
(Paiements versés) produit reçu au règlement de dérivés liés à la dette et de contrats à terme, montant net	–	(22)	80	(126)
Remboursements de principal des obligations locatives	(57)	(45)	(155)	(124)
Coûts de transaction engagés	(1)	–	(22)	(33)
Rachat d'actions de catégorie B sans droit de vote	–	(89)	–	(294)
Dividendes payés	(253)	(256)	(758)	(760)
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités de financement	14	(723)	283	416
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	453	(142)	1 754	(143)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	1 795	404	494	405
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	2 248	262	2 248	262

Activités opérationnelles

La diminution de 24 % des entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles pour le trimestre considéré découle principalement des investissements plus élevés dans les créances liées au financement, déduction faite de la diminution des actifs sur contrat, et des éléments hors trésorerie du fonds de roulement qui sont associés à l'intensification des activités des clients. Les entrées de trésorerie de la période de neuf mois à l'étude sont comparables à celles de 2019.

Activités d'investissement

Dépenses d'investissement

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois considérés, nous avons engagé des dépenses d'investissement de 504 millions de dollars et de 1 656 millions de dollars, respectivement, avant la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Dépenses d'investissement » pour en savoir plus à ce sujet.

Activités de financement

Pendant le trimestre et la période de neuf mois à l'étude, nous avons reçu des sommes nettes de 324 millions de dollars et de 1 196 millions de dollars, respectivement (payé des sommes nettes de 333 millions de dollars et reçu des sommes nettes de 1 594 millions de dollars en 2019), sur nos emprunts à court terme, notre dette à long terme et les dérivés s'y rattachant, déduction faite des coûts de transaction payés. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir de plus amples renseignements sur les flux de trésorerie se rapportant à nos instruments dérivés.

Emprunts à court terme

Nos emprunts à court terme comprennent les montants à payer aux termes de notre programme de titrisation des débiteurs et de notre programme de papier commercial libellé en dollars américains. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de nos emprunts à court terme au 30 septembre 2020 et au 31 décembre 2019.

(en millions de dollars)	Au 30 septembre	Au 31 décembre
	2020	2019
Programme de titrisation des débiteurs	650	650
Programme de papier commercial libellé en dollars américains	332	1 588
Total des emprunts à court terme	982	2 238

Les tableaux suivants présentent un sommaire de l'évolution de nos emprunts à court terme pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2020 et 2019.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 30 septembre 2020			Période de neuf mois close le 30 septembre 2020		
	Montant notionnel (\$ US)	Taux de change	Montant notionnel (\$ CA)	Montant notionnel (\$ US)	Taux de change	Montant notionnel (\$ CA)
Produit reçu sur le papier commercial libellé en dollars américains	249	1,313	327	3 116	1,332	4 150
Remboursements sur le papier commercial libellé en dollars américains	(1)	n. s.	(2)	(4 098)	1,355	(5 552)
Produit reçu (remboursements) sur le papier commercial libellé en dollars américains, montant net			325			(1 402)
Produit reçu (remboursements) sur les emprunts à court terme, montant net			325			(1 402)

	Trimestre clos le 30 septembre 2019			Période de neuf mois close le 30 septembre 2019		
	Montant notionnel (\$ US)	Taux de change	Montant notionnel (\$ CA)	Montant notionnel (\$ US)	Taux de change	Montant notionnel (\$ CA)
(en millions de dollars, sauf les cours de change)						
Produit reçu sur le papier commercial libellé en dollars américains	3 228	1,319	4 257	10 046	1,330	13 361
Remboursements sur le papier commercial libellé en dollars américains	(3 461)	1,320	(4 568)	(10 446)	1,329	(13 881)
Remboursements sur le papier commercial libellé en dollars américains, montant net			(311)			(520)
Produit reçu sur les facilités de crédit	–	–	–	420	1,336	561
Remboursements sur les facilités de crédit	–	–	–	(420)	1,343	(564)
Remboursements sur les facilités de crédit, montant net			–			(3)
Remboursements sur les emprunts à court terme, montant net			(311)			(523)

Parallèlement aux émissions de papier commercial libellé en dollars américains, nous avons conclu des dérivés liés à la dette afin de couvrir le risque de change associé au principal et aux intérêts sur les instruments d'emprunt émis. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir un complément d'information.

Dettes à long terme

Notre dette à long terme correspond aux montants à payer aux termes de nos facilités de crédit bancaire ainsi qu'aux débetures et billets de premier rang que nous avons émis. Le tableau ci-après présente un sommaire de l'évolution de notre dette à long terme pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2020 et 2019.

	Trimestre clos le 30 septembre 2020			Période de neuf mois close le 30 septembre 2020		
	Montant notionnel (\$ US)	Taux de change	Montant notionnel (\$ CA)	Montant notionnel (\$ US)	Taux de change	Montant notionnel (\$ CA)
(en millions de dollars, sauf les cours de change)						
Prélèvements sur les facilités de crédit (\$ US)	–	–	–	970	1,428	1 385
Remboursements sur les facilités de crédit (\$ US)	–	–	–	(970)	1,406	(1 364)
Prélèvements sur les facilités de crédit, montant net			–			21
Émissions de billets de premier rang (\$ CA)			–			1 500
Émissions de billets de premier rang (\$ US)	–	–	–	750	1,359	1 019
Émissions de billets de premier rang, montant net			–			2 519
Émissions de titres d'emprunt à long terme, montant net			–			2 540

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 30 septembre 2019			Période de neuf mois close le 30 septembre 2019		
	Montant notionnel (\$ US)	Taux de change	Montant notionnel (\$ CA)	Montant notionnel (\$ US)	Taux de change	Montant notionnel (\$ CA)
Émissions de billets de premier rang (\$ CA)			–			1 000
Émissions de billets de premier rang (\$ US)	–	–	–	1 250	1,341	1 676
Total des émissions de billets de premier rang			–			2 676
Remboursements sur les billets de premier rang (\$ CA)			–			(400)
Émissions de billets de premier rang, montant net			–			2 276
Émissions de titres d'emprunt à long terme, montant net			–			2 276

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Dette à long terme, déduction faite des coûts de transaction, à l'ouverture de la période	19 008	16 163	15 967	14 290
Émissions de titres d'emprunt à long terme, montant net	–	–	2 540	2 276
(Profit) perte de change	(264)	113	252	(263)
Coûts de transaction différés engagés	(1)	–	(22)	(33)
Amortissement des coûts de transaction différés	4	3	10	9
Dette à long terme, déduction faite des coûts de transaction, à la clôture de la période	18 747	16 279	18 747	16 279

Émissions de billets de premier rang et dérivés liés à la dette s'y rapportant

En juin 2020, nous avons émis pour 750 millions de dollars américains de billets de premier rang à taux variable échéant en 2022 au TIOL à trois mois majoré de 0,60 % par année. Parallèlement aux émissions, nous avons conclu des dérivés liés à la dette afin de convertir en dollars canadiens la totalité des obligations de paiement d'intérêts et de remboursement de principal sur les billets de premier rang libellés en dollars américains et afin que le taux en vigueur à l'échéance soit un taux fixe de 0,955 %, et non plus un taux variable. Nous avons donc reçu un produit net de 1,0 milliard de dollars de ces émissions. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour en savoir plus sur nos dérivés.

En mars 2020, nous avons émis pour 1,5 milliard de dollars de billets de premier rang arrivant à échéance en 2027 et assortis d'un taux d'intérêt nominal de 3,65 %.

En avril 2019, nous avons émis pour 1 milliard de dollars de billets de premier rang arrivant à échéance en 2029 et assortis d'un taux d'intérêt nominal de 3,25 % et pour 1,25 milliard de dollars américains de billets de premier rang arrivant à échéance en 2049 et assortis d'un taux d'intérêt nominal de 4,35 %. Parallèlement aux émissions, nous avons exercé nos contrats à terme sur obligations en cours et conclu des dérivés liés à la dette afin de convertir en dollars canadiens la totalité des obligations de paiement d'intérêts et de remboursement de principal sur les billets de premier rang libellés en dollars américains. Nous avons donc reçu un produit net de 2,7 milliards de dollars de ces émissions.

Remboursements sur les billets de premier rang et règlement des dérivés connexes

Nous n'avons remboursé aucun billet de premier rang ni réglé de dérivés connexes au cours du trimestre et de la période de neuf mois considérés. En mars 2019, nous avons remboursé à l'échéance la totalité du principal sur nos billets de premier rang de 400 millions de dollars assortis d'un taux de 2,8 %. Aucun dérivé n'était associé à ces billets de premier rang.

Rachat d'actions de catégorie B sans droit de vote

Nous n'avons pas racheté d'actions ordinaires de catégorie B sans droit de vote de RCI (les « actions de catégorie B sans droit de vote ») au cours du trimestre ni de la période de neuf mois à l'étude. Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2019, nous avons racheté, aux fins d'annulation, 1 374 848 actions de catégorie B sans droit de vote, conformément à nos offres publiques de rachat dans le cours normal des activités, pour un prix d'achat de 93 millions de dollars, dont une tranche de 4 millions de dollars avait été payée en octobre 2019. Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, nous avons racheté, aux fins d'annulation, 4 273 218 actions de catégorie B sans droit de vote, conformément à nos offres publiques de rachat dans le cours normal des activités, pour un prix d'achat totalisant 298 millions de dollars. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Situation financière » pour obtenir un complément d'information.

Dividendes

Le tableau ci-dessous présente un résumé des dividendes que nous avons déclarés et payés en 2020 et en 2019 sur nos actions ordinaires de catégorie A avec droit de vote de RCI (les « actions de catégorie A ») et nos actions de catégorie B sans droit de vote en circulation. Le 21 octobre 2020, le conseil d'administration a déclaré un dividende de 0,50 \$ par action de catégorie A et action de catégorie B sans droit de vote, payable le 4 janvier 2021 aux actionnaires inscrits le 10 décembre 2020.

Date de déclaration	Date de clôture des registres	Date de versement	Dividende par action (en \$)	Dividendes payés (en millions de dollars)
22 janvier 2020	10 mars 2020	1 ^{er} avril 2020	0,50	252
21 avril 2020	10 juin 2020	2 juillet 2020	0,50	253
21 juillet 2020	9 septembre 2020	1 ^{er} octobre 2020	0,50	253
24 janvier 2019	12 mars 2019	1 ^{er} avril 2019	0,50	257
18 avril 2019	10 juin 2019	2 juillet 2019	0,50	256
5 juin 2019	9 septembre 2019	1 ^{er} octobre 2019	0,50	256
23 octobre 2019	11 décembre 2019	2 janvier 2020	0,50	253

Flux de trésorerie disponibles

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2020	2019	Variation en %	2020	2019	Variation en %
BAlIA ajusté ¹	1 638	1 712	(4)	4 267	4 682	(9)
Déduire :						
Dépenses d'investissement ²	504	657	(23)	1 656	2 016	(18)
Intérêts sur les emprunts, déduction faite des intérêts inscrits à l'actif	191	189	1	570	540	6
Impôt sur le résultat en trésorerie ³	75	99	(24)	243	345	(30)
Flux de trésorerie disponibles ¹	868	767	13	1 798	1 781	1

¹ Le BAlIA ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures, de la façon dont nous les calculons et des ratios auxquels elles servent.

² Comprennent les entrées d'immobilisations corporelles, déduction faite du produit de la sortie, et ne tiennent pas compte des dépenses liées aux licences d'utilisation de spectre ni des entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation.

³ L'impôt sur le résultat en trésorerie est présenté après déduction des remboursements d'impôt reçus.

L'augmentation des flux de trésorerie disponibles pour le trimestre et la période de neuf mois considérés provient essentiellement de la diminution des dépenses d'investissement et de l'impôt sur le résultat en trésorerie, facteur en partie annulé par une baisse du BAlIA ajusté et une hausse des intérêts sur les emprunts.

Survol de l'état de la situation financière

États consolidés de la situation financière

(en millions de dollars)	Au 30 septembre 2020	Au 31 décembre 2019	Variation (en \$)	Variation (en %)	Explication des principales variations
Actifs					
Actifs courants					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 248	494	1 754	n. s.	Se reporter à la rubrique « Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières ».
Débiteurs	1 804	2 304	(500)	(22)	Reflète principalement le caractère saisonnier des activités, les diminutions des produits et l'accroissement de la provision pour créances douteuses causé par l'évolution de la conjoncture économique pendant la COVID-19.
Stocks	460	460	–	–	n. s.
Partie courante des actifs sur contrat	736	1 234	(498)	(40)	Rend compte de la migration de certaines offres vers des ententes de financement d'appareils.
Autres actifs courants	1 144	524	620	118	Reflète principalement un accroissement des créances liées au financement.
Partie courante des instruments dérivés	64	101	(37)	(37)	Reflète principalement la variation de la valeur de marché de nos dérivés liés aux capitaux propres par suite du recul du cours des actions sans droit de vote de catégorie B. Se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers ».
Total des actifs courants	6 456	5 117	1 339	26	
Immobilisations corporelles	13 940	13 934	6	–	n. s.
Immobilisations incorporelles	8 891	8 905	(14)	–	n. s.
Placements	2 711	2 830	(119)	(4)	Tient compte essentiellement de la diminution de la juste valeur de certains placements dans des sociétés ouvertes.
Instruments dérivés	2 143	1 478	665	45	Tient compte surtout des variations de la valeur de marché de certains dérivés liés à la dette par suite de fluctuations des taux d'intérêt au Canada et aux États-Unis et de l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain. Se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers ».
Actifs sur contrat	140	557	(417)	(75)	Rend compte de la migration de certaines offres vers des ententes de financement d'appareils.
Autres actifs à long terme	789	275	514	187	Reflète un accroissement des créances liées au financement.
Goodwill	3 940	3 923	17	–	n. s.
Total des actifs	39 010	37 019	1 991	5	
Passifs et capitaux propres					
Passifs courants					
Emprunts à court terme					
Créditeurs et charges à payer	2 494	3 033	(539)	(18)	Tient compte d'une diminution des emprunts effectués aux termes de notre programme de papier commercial libellé en dollars américains. Reflète la réduction des dépenses et le caractère saisonnier des activités.
Impôt sur le résultat à payer	374	48	326	n. s.	Rend compte de l'excédent de la charge d'impôt sur le résultat exigible par rapport aux acomptes provisionnels versés.
Autres passifs courants	115	141	(26)	(18)	n. s.
Passifs sur contrat	302	224	78	35	Tient compte surtout d'une augmentation des passifs sur contrat liés aux ententes de financement d'appareils.
Partie courante de la dette à long terme	1 450	–	1 450	–	Tient compte du reclassement dans les éléments courants de nos billets de premier rang de 1 450 millions de dollars arrivant à échéance en mars 2021.
Partie courante des obligations locatives	268	230	38	17	Tient compte des obligations liées aux nouveaux contrats de location conclus.
Partie courante des instruments dérivés	33	50	(17)	(34)	Rend compte principalement du règlement de certains dérivés liés à la dette se rapportant aux montants prélevés sur notre programme de papier commercial libellé en dollars américains. Se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers ».
Total des passifs courants	6 018	5 964	54	1	
Provisions	37	36	1	3	n. s.
Dette à long terme	17 297	15 967	1 330	8	Tient compte de l'émission de billets de premier rang pour 1,5 milliard de dollars arrivant à échéance en mars 2027, de l'émission de billets de premier rang pour 750 millions de dollars américains arrivant à échéance en mars 2022 et des variations résultant de l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain, en partie annulés par le reclassement dans les éléments courants de nos billets de premier rang de 1 450 millions de dollars. Se reporter à la rubrique « Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières ».
Instruments dérivés	37	90	(53)	(59)	Reflète principalement les variations de la valeur marchande de certains dérivés liés à la dette par suite des fluctuations des taux d'intérêt au Canada et aux États-Unis et de l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain. Se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers ».
Obligations locatives	1 560	1 495	65	4	Tient compte des obligations liées aux nouveaux contrats de location conclus.
Autres passifs à long terme	660	614	46	7	n. s.
Passifs d'impôt différé	3 365	3 437	(72)	(2)	n. s.
Total des passifs	28 974	27 603	1 371	5	
Capitaux propres	10 036	9 416	620	7	Tient compte des variations des résultats non distribués et des réserves liées aux capitaux propres.
Total des passifs et des capitaux propres	39 010	37 019	1 991	5	

Situation financière

Les tableaux ci-après et les paragraphes qui les accompagnent résument l'ensemble des liquidités disponibles aux termes de notre trésorerie et de ses équivalents, de nos facilités de crédit bancaire, de nos facilités de lettres de crédit et de nos emprunts à court terme au 30 septembre 2020 et au 31 décembre 2019.

Au 30 septembre 2020 (en millions de dollars)	Montant total disponible	Montant prélevé	Lettres de crédit	Programme de papier commercial en dollars américains ¹	Montant net disponible
Facilités de crédit bancaire					
Renouvelable	3 200	–	8	333	2 859
Lettres de crédit en cours	101	–	101	–	–
Total des facilités de crédit bancaire	3 301	–	109	333	2 859
Titrisation de débiteurs	1 050	650	–	–	400
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 248	–	–	–	2 248
Total	6 599	650	109	333	5 507

Au 31 décembre 2019 (en millions de dollars)	Montant total disponible	Montant prélevé	Lettres de crédit	Programme de papier commercial en dollars américains ¹	Montant net disponible
Facilités de crédit bancaire					
Renouvelable	3 200	–	8	1 593	1 599
Lettres de crédit en cours	101	–	101	–	–
Total des facilités de crédit bancaire	3 301	–	109	1 593	1 599
Titrisation de débiteurs	1 050	650	–	–	400
Trésorerie et équivalents de trésorerie	494	–	–	–	494
Total	4 845	650	109	1 593	2 493

¹ Les montants se rapportant au programme de papier commercial en dollars américains correspondent aux montants bruts avant l'escompte à l'émission.

En plus des sources de liquidités disponibles mentionnées ci-dessus, nous détenons 1 693 millions de dollars de titres négociables de sociétés cotées en bourse au 30 septembre 2020 (1 831 millions de dollars au 31 décembre 2019).

Coût moyen pondéré des emprunts

Le coût moyen pondéré de nos emprunts se chiffrait à 4,16 % au 30 septembre 2020 (4,30 % au 31 décembre 2019) et le terme moyen pondéré à l'échéance était de 13,2 années (14,1 années au 31 décembre 2019).

Notations de crédit

Le tableau suivant présente les notations de crédit des débentures et billets de premier rang en circulation de RCI (long terme) et du papier commercial libellé en dollars américains (court terme) au 30 septembre 2020.

Émission	Standard & Poor's	Moody's	Fitch
Cote de risque financier d'entreprise ¹	BBB+ avec perspective stable	Baa1 avec perspective stable	BBB+ avec perspective stable
Dette de premier rang non garantie ¹	BBB+ avec perspective stable	Baa1 avec perspective stable	BBB+ avec perspective stable
Papier commercial libellé en dollars américains ¹	A-2	P-2	s. o. ²

¹ Notation inchangée pour le trimestre.

² Nous n'avons pas demandé à Fitch de noter nos obligations à court terme.

Dettes nettes ajustées et ratio d'endettement

Nous utilisons la dette nette ajustée et le ratio d'endettement pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions liées à la structure du capital. La dette nette ajustée comprend la dette à long terme, les actifs ou passifs nets au titre des dérivés liés à la dette, les emprunts à court terme, les obligations locatives et la trésorerie et les équivalents de trésorerie ou les avances bancaires.

(en millions de dollars, sauf les ratios)	Au 30 septembre	Au 31 décembre
	2020	2019
Dettes à long terme ¹	18 922	16 130
Actifs nets au titre des dérivés liés à la dette évalués sans ajustement lié au risque de crédit ²	(2 241)	(1 414)
Emprunts à court terme	982	2 238
Obligations locatives	1 828	1 725
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(2 248)	(494)
Dettes nettes ajustées ³	17 243	18 185
Divisée par : BAIIA ajusté des 12 derniers mois ³	5 797	6 212
Ratio d'endettement ³	3,0	2,9

¹ Compte tenu de la partie courante et de la partie à long terme de la dette à long terme, compte non tenu des coûts de transaction et escomptes différés. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Rapprochement de la dette nette ajustée et du ratio d'endettement » de la section « Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires » pour connaître le mode de calcul de ce montant.

² Nous estimons qu'il est souvent d'usage d'inclure dans le calcul de la dette nette ajustée et du ratio d'endettement les dérivés liés à la dette évalués sans ajustement lié au risque de crédit pour évaluer le niveau d'endettement de même qu'aux fins de l'évaluation à la valeur de marché et de l'exécution de transactions.

³ La dette nette ajustée et le BAIIA ajusté sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures, de la façon dont nous les calculons et des ratios auxquels elles servent.

Offres publiques de rachat dans le cours normal des activités

En avril 2020, la Bourse de Toronto a accepté un avis indiquant notre intention d'entreprendre une offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui nous donne la possibilité de racheter, entre le 24 avril 2020 et le 23 avril 2021, le moindre de 34,9 millions d'actions de catégorie B sans droit de vote et du nombre d'actions de catégorie B sans droit de vote qui peuvent être achetées pour un prix d'achat global de 500 millions de dollars (l'« offre publique de rachat de 2020 »). Les porteurs de titres de Rogers peuvent obtenir un exemplaire de cet avis, sans frais, en communiquant avec nous.

En avril 2019, nous avons entrepris une offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui nous donnait la possibilité de racheter, entre le 24 avril 2019 et le 23 avril 2020, le moindre de 35,7 millions d'actions de catégorie B sans droit de vote et du nombre d'actions de catégorie B sans droit de vote pouvant être achetées pour un prix d'achat global de 500 millions de dollars (l'« offre publique de rachat de 2019 »).

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2020, nous n'avons racheté aucune action de catégorie B sans droit de vote. Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2019, aux termes de l'offre publique de rachat de 2019, nous avons procédé au rachat, aux fins d'annulation, de 1 374 848 actions de catégorie B sans droit de vote d'une valeur de 93 millions de dollars, dont une tranche de 4 millions de dollars avait été versée en octobre 2019. Au cours du trimestre clos le 30 juin 2019, aux termes de l'offre publique de rachat de 2019, nous avons procédé au rachat, aux fins d'annulation, de 734 257 actions de catégorie B sans droit de vote, d'une valeur de 50 millions de dollars. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2019, aux termes de l'offre publique de rachat de 2018, nous avons procédé au rachat, aux fins d'annulation, de 2 164 113 actions de catégorie B sans droit de vote, d'une valeur de 155 millions de dollars, dont une tranche de 19 millions de dollars avait été versée au début d'avril 2019.

Actions ordinaires en circulation

	Au 30 septembre 2020	Au 31 décembre 2019
Actions ordinaires en circulation ¹		
Actions de catégorie A avec droit de vote	111 154 811	111 154 811
Actions de catégorie B sans droit de vote	393 770 507	393 770 507
Total des actions ordinaires	504 925 318	504 925 318
Options d'achat d'actions de catégorie B sans droit de vote		
Options en circulation	4 726 634	3 154 795
Options en circulation exerçables	1 458 463	993 645

¹ Les porteurs de nos actions de catégorie B sans droit de vote ont le droit d'être convoqués à toute assemblée des actionnaires et d'y assister; toutefois, sauf dans la mesure prévue par la législation ou les règlements de marchés boursiers, ils n'ont pas de droit de vote lors d'une telle assemblée. Si une offre est déposée en vue d'acheter les actions de catégorie A en circulation, aucune exigence en vertu de la législation applicable ou de nos actes constitutifs ne stipule qu'une offre doit être faite à l'égard des actions de catégorie B sans droit de vote en circulation et il n'y a aucune clause de protection à l'intention des actionnaires aux termes de nos actes constitutifs. Si une offre est déposée en vue d'acheter des actions des deux catégories d'actions, les modalités de l'offre peuvent être différentes pour les actions de catégorie A de celles pour les actions de catégorie B sans droit de vote.

Gestion des risques financiers

La présente section doit être lue en parallèle avec la rubrique « Gestion des risques financiers » de notre rapport de gestion annuel de 2019. Nous avons recours à des instruments dérivés pour gérer les risques financiers liés à nos activités commerciales. Nous avons recours à des instruments dérivés aux seules fins de la gestion des risques, et non pas à des fins de spéculation. Nous gérons également notre exposition aux taux d'intérêt fixes et variables et, au 30 septembre 2020, nous avons fixé un taux d'intérêt sur 94,8 % de l'encours de notre dette, y compris les emprunts à court terme (87,2 % au 31 décembre 2019).

Dérivés liés à la dette

Nous avons recours à des swaps de devises et de taux d'intérêt (« dérivés liés à la dette ») pour gérer les risques liés à la fluctuation des cours de change et des taux d'intérêt relativement à nos débentures et billets de premier rang libellés en dollars américains, à nos obligations locatives, aux montants prélevés sur nos facilités de crédit libellées en dollars américains et à nos emprunts sur papier commercial libellé en dollars américains. Nous désignons les dérivés liés à la dette afférents à nos débentures, billets de premier rang et obligations locatives comme des couvertures à des fins comptables afin de couvrir le risque de change relatif à des instruments d'emprunt spécifiques. Les dérivés liés à la dette se rapportant aux montants prélevés sur nos facilités de crédit et à nos emprunts sur papier commercial libellé en dollars américains n'ont pas été désignés comme couvertures à des fins comptables.

Facilités de crédit et programme de papier commercial libellé en dollars américains

Les tableaux suivants présentent un sommaire des dérivés liés à la dette que nous avons conclus et réglés relativement à nos facilités de crédit et à notre programme de papier commercial libellé en dollars américains au cours des trimestres et des périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2020 et 2019.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 30 septembre 2020			Période de neuf mois close le 30 septembre 2020		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
<i>Facilités de crédit</i>						
Dérivés liés à la dette conclus	-	-	-	970	1,428	1 385
Dérivés liés à la dette réglés	-	-	-	970	1,406	1 364
Montant net en trésorerie payé			-			(21)
<i>Programme de papier commercial libellé en dollars américains</i>						
Dérivés liés à la dette conclus	248	1,319	327	3 116	1,332	4 150
Dérivés liés à la dette réglés	2	1,326	3	4 091	1,330	5 441
Montant net en trésorerie reçu			-			101

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 30 septembre 2019			Période de neuf mois close le 30 septembre 2019		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
<i>Facilités de crédit</i>						
Dérivés liés à la dette conclus	-	-	-	420	1,336	561
Dérivés liés à la dette réglés	-	-	-	420	1,343	564
Montant net en trésorerie reçu			-			3
<i>Programme de papier commercial libellé en dollars américains</i>						
Dérivés liés à la dette conclus	3 228	1,319	4 257	10 046	1,330	13 361
Dérivés liés à la dette réglés	3 452	1,326	4 578	10 421	1,330	13 865
Montant net en trésorerie payé			(22)			(18)

Au 30 septembre 2020, nos dérivés liés à la dette en cours se rapportant aux prélèvements effectués sur nos facilités de crédit et à notre programme de papier commercial libellé en dollars américains s'élevaient à des montants notionnels de néant et de 248 millions de dollars américains, respectivement (néant et 1 226 millions de dollars américains, respectivement, au 31 décembre 2019).

Billets de premier rang

Le tableau ci-après présente un sommaire des dérivés liés à la dette que nous avons conclus relativement aux billets de premier rang pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2020 et 2019.

(en millions de dollars, sauf les taux d'intérêt)				Incidence de la couverture	
Entrée en vigueur	\$ US			Taux d'intérêt fixe couvert (\$ CA) ¹	Équivalent (\$ CA)
	Montant du principal/montant notionnel (\$ US)	Date d'échéance	Taux d'intérêt nominal		
<i>Émissions de 2020</i>					
22 juin 2020	750	2022	TIOL \$ US + 0,60 %	0,955 %	1 019
<i>Émissions de 2019</i>					
30 avril 2019	1 250	2049	4,350 %	4,173 %	1 676

¹ Conversion d'un taux d'intérêt nominal fixe libellé en \$ US en un taux moyen pondéré fixe libellé en \$ CA.

Au 30 septembre 2020, nos débetures et billets de premier rang libellés en dollars américains s'élevaient à 9 050 millions de dollars américains (8 300 millions de dollars américains au 31 décembre 2019), et tous les risques liés aux taux de change et d'intérêt étaient couverts par des dérivés liés à la dette.

Obligations locatives

Le tableau ci-après présente un résumé des dérivés liés à la dette que nous avons conclus et réglés relativement à nos obligations locatives en vigueur au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2020. Nous n'avons conclu ni réglé aucun dérivé lié à la dette se rapportant à nos obligations locatives en vigueur au cours du trimestre ou de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 30 septembre 2020			Période de neuf mois close le 30 septembre 2020		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Dérivés liés à la dette conclus	-	-	-	90	1,400	126
Dérivés liés à la dette réglés	14	1,357	19	30	1,333	40

Au 30 septembre 2020, nos dérivés liés à la dette en cours se rapportant à nos obligations locatives en vigueur s'élevaient à un montant notionnel de 130 millions de dollars américains (70 millions de dollars américains au 31 décembre 2019) et venaient à échéance d'octobre 2020 à juin 2023 (de janvier 2020 à décembre 2022 au 31 décembre 2019), et le cours de change moyen s'établissait à 1,366 \$ CA/1 \$ US (1,318 \$ CA/1 \$ US au 31 décembre 2019).

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Évaluation à la valeur de marché » pour en savoir plus sur nos dérivés liés à la dette.

Dérivés liés aux dépenses

Nous avons recours à des contrats de change à terme (les « dérivés liés aux dépenses ») afin de gérer le risque de change inhérent à nos activités en désignant ces dérivés comme couvertures à des fins comptables à l'égard de certaines dépenses opérationnelles et dépenses d'investissement attendues.

Les tableaux ci-dessous présentent les dérivés liés aux dépenses que nous avons conclus ou réglés au cours des trimestres et des périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2020 et 2019.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 30 septembre 2020			Période de neuf mois close le 30 septembre 2020		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Dérivés liés aux dépenses conclus	180	1,306	235	1 266	1,356	1 717
Dérivés liés aux dépenses réglés	255	1,298	331	735	1,299	955

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 30 septembre 2019			Période de neuf mois close le 30 septembre 2019		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Dérivés liés aux dépenses conclus	–	–	–	780	1,322	1 031
Dérivés liés aux dépenses réglés	240	1,254	301	690	1,251	863

Au 30 septembre 2020, nos dérivés liés aux dépenses en cours s'élevaient à un montant notionnel de 1 521 millions de dollars américains (990 millions de dollars américains au 31 décembre 2019) et venaient à échéance d'octobre 2020 à décembre 2022 (de janvier 2020 à décembre 2021 au 31 décembre 2019), et le cours de change moyen s'établissait à 1,347 \$ CA/1 \$ US (1,300 \$ CA/1 \$ US au 31 décembre 2019).

Se reporter à la rubrique « Évaluation à la valeur de marché » pour en savoir plus sur nos dérivés liés aux dépenses.

Dérivés liés aux capitaux propres

Nous avons recours à des swaps sur rendement total (les « dérivés liés aux capitaux propres ») pour couvrir le risque d'appréciation du cours des actions ordinaires de catégorie B sans droit de vote de RCI (les « actions de catégorie B sans droit de vote ») attribuées dans le cadre de nos programmes de rémunération fondée sur des actions. Les dérivés liés aux capitaux propres n'ont pas été désignés comme couvertures à des fins comptables.

Au 30 septembre 2020, nous avons des dérivés liés aux capitaux propres en cours à l'égard de 4,6 millions d'actions de catégorie B sans droit de vote (4,3 millions au 31 décembre 2019) assorties d'un cours moyen pondéré de 51,82 \$ (51,76 \$ au 31 décembre 2019).

Nous n'avons conclu ni réglé aucun de nos dérivés liés aux capitaux propres au cours des trimestres clos les 30 septembre 2020 et 2019.

Au cours de l'exercice, nous avons versé des paiements nets de 1 million de dollars pour fixer à nouveau, à 54,16 \$, le prix moyen pondéré de 0,5 million de dollars de dérivés liés aux capitaux propres et en réviser les dates d'échéance, maintenant fixées en avril 2021 (auparavant en avril 2020).

Au cours de l'exercice, nous avons conclu 0,3 million de dérivés liés aux capitaux propres (néant en 2019), à un prix moyen pondéré de 56,08 \$ (néant en 2019). Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, nous avons réglé 0,7 million de dérivés liés aux capitaux propres, à un prix moyen pondéré de 71,66 \$, pour un produit net de 16 millions de dollars.

Par ailleurs, nous avons également signé des accords de prorogation pour le reste de nos contrats de dérivés liés aux capitaux propres selon des modalités essentiellement identiques, avec des dates d'échéance révisées et maintenant fixées en mars 2021 et en avril 2021.

Se reporter à la rubrique « Évaluation à la valeur de marché » pour en savoir plus sur nos dérivés liés aux capitaux propres.

Évaluation à la valeur de marché

Nous comptabilisons nos dérivés selon leur évaluation à la valeur de marché estimée, ajustée en fonction de la qualité du crédit et calculée conformément aux IFRS.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Au 30 septembre 2020			
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Juste valeur (en \$ CA)
Dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En actifs	8 351	1,1940	9 971	2 177
En passifs	829	1,3628	1 130	(27)
Dérivés liés à la dette à court terme non comptabilisés comme des couvertures				
En actifs	249	1,3155	328	5
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés à la dette représentant un actif				2 155
Dérivés liés aux dépenses comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En actifs	522	1,2989	678	17
En passifs	999	1,3721	1 371	(40)
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés aux dépenses représentant un passif				(23)
Dérivés liés aux capitaux propres non comptabilisés comme des couvertures				
En actifs	–	–	166	8
En passifs	–	–	72	(3)
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés aux capitaux propres représentant un actif				5
Position nette évaluée à la valeur de marché représentant un actif				2 137

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Au 31 décembre 2019			
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Juste valeur (en \$ CA)
Dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En actifs	5 800	1,1357	6 587	1 508
En passifs	2 570	1,3263	3 409	(96)
Dérivés liés à la dette à court terme non comptabilisés comme des couvertures				
En passifs	1 223	1,3227	1 618	(29)
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés à la dette représentant un actif				1 383
Dérivés liés aux dépenses comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En actifs	270	1,2391	335	16
En passifs	720	1,3228	952	(15)
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés à la dette représentant un actif				1
Dérivés liés aux capitaux propres non comptabilisés comme des couvertures				
En actifs	–	–	223	55
Position nette évaluée à la valeur de marché représentant un actif				1 439

Engagements et obligations contractuelles

Il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2019 pour obtenir un résumé de nos obligations aux termes d'accords contractuels fermes, notamment les engagements de paiements futurs découlant d'emprunts à long terme et de contrats de location, lesquels sont également analysés aux notes 17, 21 et 28 afférentes à nos états financiers consolidés audités annuels pour 2019.

Sauf indication contraire dans le présent rapport de gestion, aucune modification significative n'a été apportée à nos principales obligations contractuelles, telles qu'elles sont présentées dans notre rapport de gestion annuel de 2019, depuis le 31 décembre 2019.

Évolution de la réglementation

La réglementation d'importance qui influait sur nos activités en date du 5 mars 2020 est présentée dans notre rapport de gestion annuel de 2019. Voici les modifications importantes concernant la réglementation depuis cette date.

Examen par le CRTC des services sans fil mobiles

Le 28 février 2019, dans le cadre de l'avis de consultation de télécom CRTC 2019-57, *Examen des services sans fil mobiles*, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« CRTC ») a entrepris son examen quinquennal visant à évaluer le marché des services sans fil mobiles et à déterminer si d'autres mesures sont nécessaires pour améliorer le choix et l'abordabilité pour les Canadiens. Après le dépôt de nombreux mémoires en 2019, une audience avec comparution de deux semaines a commencé le 18 février 2020. Les mémoires définitifs ont été soumis le 15 juillet 2020; la décision du CRTC suivra. Toute décision défavorable prise à l'égard des éléments qui font l'objet d'un examen dans le cadre de cette affaire pourrait avoir une incidence négative sur nos résultats financiers et nos investissements futurs.

Établissement des coûts et des prix des services d'accès Internet de gros

Le 15 août 2019, dans l'ordonnance de télécom CRTC 2019-288, *Suivi des ordonnances de télécom 2016-396 et 2016-448 - Tarifs définitifs concernant les services d'accès haute vitesse de gros groupé* (l'« ordonnance »), le CRTC a établi les tarifs définitifs des services d'accès haute vitesse de gros des fournisseurs de services exploitant leurs propres installations, dont le service d'accès Internet de tiers (« AIT ») de Rogers. Le 13 septembre 2019, Rogers, en collaboration avec les autres grandes entreprises de câblodistribution canadiennes, a déposé une requête en autorisation d'appeler auprès de la Cour d'appel fédérale (la « Cour »), aux termes de l'article 64(1) de la *Loi sur les télécommunications*, ainsi qu'une requête pour obtenir un sursis interlocutoire de l'ordonnance du CRTC. Le 22 novembre 2019, la Cour a autorisé l'appel et a accordé un sursis interlocutoire de l'ordonnance du CRTC. L'audience a eu lieu les 25 et 26 juin 2020. Le 10 septembre 2020, la Cour a rejeté l'appel et, le 28 septembre 2020, le CRTC a suspendu son ordonnance 2019-288 en attendant l'issue de l'examen du caractère approprié des tarifs établis dans l'ordonnance. Il y a lieu de se reporter à la section « Mise à jour sur les risques et les incertitudes ».

Examen par le CRTC des services de télécommunications filaires de gros

Le 20 septembre 2016, le CRTC a publié sa Décision de télécom CRTC 2016-379, *Suivi de la politique réglementaire de télécom 2015-326 - Mise en œuvre d'un service d'accès haute vitesse de gros dégroupé, notamment au moyen d'installations d'accès par fibre jusqu'aux locaux de l'abonné*, sur la mise en œuvre technique d'un nouveau service d'AIT haute vitesse dégroupé, service qui permettra l'accès aux installations par fibre jusqu'aux locaux de l'abonné stipulé dans la décision du 22 juillet 2015 du CRTC. Cette décision est conforme aux positions proposées par Rogers dans nos dépôts de documents. Une décision sur les tarifs définitifs devait être rendue en 2020, mais a été suspendue le 11 juin 2020 par la publication de l'Avis de consultation de télécom CRTC 2020-187, *Appel aux observations - Configuration de réseau appropriée concernant les services d'accès haute vitesse de gros dégroupés*.

Licences de spectre de la bande de 3 500 MHz

Le 6 juin 2019, Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE Canada) a publié sa décision sur la *Consultation sur l'examen de la bande de 3 500 MHz pour permettre une utilisation flexible et consultation préliminaire sur les changements à apporter à la bande de 3 800 MHz*. Dans cette décision, il est résolu qu'ISDE Canada délivrera des licences d'utilisation flexible dans une gamme de fréquences de 200 MHz de la bande de 3 450 à 3 650 MHz. ISDE Canada avait prévu qu'une mise aux enchères des portions du spectre de la bande de

3 500 MHz qui ne sont pas encore détenues par des titulaires actuels aurait lieu au second semestre de 2020. Le 5 juin 2020, la mise aux enchères a été reportée au 15 juin 2021.

Licences de spectre de la bande de 3 800 MHz

Le 27 août 2020, ISDE Canada a entrepris la *Consultation sur le cadre technique et politique concernant le spectre de la bande de 3 650 à 4 200 MHz et modifications à l'attribution des fréquences de la bande de 3 500 à 3 650 MHz*, dans laquelle sont proposés des changements concernant l'utilisation du spectre de la bande de 3 800 MHz. Les changements en question rendraient une portion de 250 MHz du spectre disponible pour la 5G. Les commentaires seront accueillis jusqu'au 26 octobre 2020 et les réponses aux commentaires, jusqu'au 30 novembre 2020.

Mise à jour sur les risques et les incertitudes

Il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2019 pour une analyse des principaux risques et incertitudes susceptibles d'avoir une incidence défavorable significative sur nos activités et nos résultats financiers au 5 mars 2020, lesquels doivent être étudiés à la lumière du présent rapport de gestion. Les facteurs susceptibles de contribuer à ces risques et incertitudes sont exposés ci-après.

Pandémie de COVID-19

L'Organisation mondiale de la Santé a annoncé le 11 mars 2020 qu'elle considérait l'épidémie de COVID-19 comme une pandémie, et nous en suivons de près la progression. Tandis que la COVID-19 continue d'avoir une incidence considérable sur le bien-être des personnes et sur les économies canadienne et mondiale, nous avons déclenché nos plans de poursuite des activités et mis en œuvre un plan d'intervention adapté afin de continuer d'offrir nos services essentiels ainsi que du soutien à nos clients et à nos communautés, tout en protégeant la santé et la sécurité du public et de nos employés.

Nous veillons à faire fonctionner et à maintenir nos réseaux sans-fil et par câble, notamment en y ajoutant de la capacité et en gérant le trafic au besoin, ainsi qu'à poursuivre nos activités médiatiques et nos principales activités commerciales nécessaires à la prestation continue de services à nos clients. Nous avons mis en place des dispositions de travail adaptées pour nos employés; nous examinons et respectons les directives du gouvernement pour assurer la sécurité de notre équipe et mettre en place les mesures de protection nécessaires pour que nos lieux de travail puissent rouvrir leurs portes graduellement à nos employés. Le 16 mars 2020, nous avons annoncé une série de mesures pour aider nos clients; ces mesures, qui sont restées en vigueur jusqu'au 30 juin 2020, comprenaient notamment l'annulation temporaire de certains frais et l'accès à une gamme de chaînes de télévision et de contenu en rotation. Nous travaillons sans relâche à trouver d'autres façons encore de soutenir nos clients.

Les règlements, politiques et autres mesures des secteurs public et privé visant à réduire la transmission de la COVID-19 comprennent notamment la fermeture forcée d'entreprises, les restrictions de voyages, la sensibilisation à l'éloignement social et l'adoption du télétravail et de l'enseignement en ligne par les entreprises, les écoles et les institutions. Ces mesures ont des répercussions sur la façon dont notre clientèle utilise nos réseaux, produits et services, sur la manière dont nous pouvons offrir certains produits et services (notamment la suspension des activités sportives des ligues majeures et des événements en direct) ou sur la mesure dans laquelle nous pouvons le faire, ainsi que sur la capacité de certains fournisseurs de répondre à nos besoins en matière de produits ou de services.

Au cours du trimestre considéré, nous avons maintenu nos programmes pour aider nos employés à gérer la crise sanitaire reliée à la COVID-19 et offrir du soutien et des services à nos clients et à nos auditoires. La plupart de nos magasins à l'échelle nationale avaient dû être fermés temporairement en mars; nous avons poursuivi la réouverture progressive de nos magasins de détail au Canada, dans le respect des directives de santé publique de chaque province, et presque tous nos magasins de détail étaient ouverts au 30 septembre 2020.

Vers la fin de septembre, plusieurs provinces canadiennes ont déclaré qu'une seconde vague de COVID-19 frappait leur territoire; les provinces rajustent les diverses restrictions, imposant notamment la fermeture de certains types d'entreprises et limitant encore la taille des rassemblements sociaux autorisés. Pour réagir à cette seconde vague, nous avons mis sur pied une équipe d'évaluation des zones les plus touchées chargée de surveiller les taux d'infection au Canada et d'alerter la direction afin que les interventions appropriées puissent être effectuées. Jusqu'à maintenant,

les nouvelles restrictions n'ont pas encore eu d'incidence grave sur nos activités, mais il nous est impossible de prédire l'étendue de leur effet possible.

Nous restons en contact étroit avec des représentants de tous les ordres gouvernementaux, nos fournisseurs, nos partenaires et nos principaux clients d'affaires, et notre plan d'intervention devant la pandémie ne cesse d'évoluer.

L'ampleur et les répercussions de la crise sanitaire actuelle ne sont pas encore connues dans leur entièreté. Les répercussions négatives potentielles de la pandémie de COVID-19 comprennent notamment :

- le risque d'une réduction importante de la demande touchant nos produits et services, en raison de fermetures d'entreprises ou de compression des effectifs, de pertes d'emploi et de difficultés financières qui s'ensuivent, ou, plus généralement, d'une réduction de l'activité du commerce au détail, ce qui pourrait entraîner un recul des produits en raison :
 - d'une diminution de l'activité des abonnés du secteur Sans-fil, y compris une baisse des produits tirés du matériel;
 - de la restriction du nombre d'amateurs pouvant assister aux matchs des ligues majeures, de la suspension ou de l'abrègement éventuels des saisons à venir par suite de la seconde vague de la COVID-19, et de l'annulation de la télédiffusion des matchs prévus;
 - des services fournis sans frais à nos clients, comme les appels interurbains, les services de transmission de données en itinérance et l'accès gratuit au contenu de chaînes de télévision;
 - d'une diminution des produits tirés des services de transmission de données en itinérance et des produits tirés de l'utilisation excédentaire des données puisque les clients ne peuvent ou ne veulent pas voyager et restent encore à la maison;
 - du fait que nos clients passent à des forfaits à tarifs moins élevés ou font résilier leurs contrats de service;
- une augmentation du nombre de factures en souffrance ou impayées, ce qui pourrait conduire à une hausse des créances douteuses;
- les problèmes touchant la prestation de certains produits et services, ou la maintenance ou encore la mise à niveau de nos réseaux en raison de fermetures de magasins et d'interruptions de la chaîne d'approvisionnement;
- la hausse des dépenses d'investissement engagées pour maintenir ou étendre nos réseaux afin de répondre à une augmentation considérable de l'utilisation de ces derniers;
- la hausse des coûts associés aux nouveaux capitaux.

Bien que nous nous attendions à ce que certaines économies de coûts, comme celles réalisées à l'égard du matériel, viennent atténuer la baisse des produits, nous ne pouvons pas prédire l'ampleur de l'atténuation ni dans quelle mesure elles seraient réalisées.

En raison de l'incertitude entourant la durée et l'issue potentielles de la pandémie de COVID-19 de même que l'effet des mesures prises pour en contenir la propagation ou les conséquences plus vastes de la crise sanitaire sur les économies et les marchés financiers du Canada et du reste du monde, nous ne sommes pas en mesure pour le moment de prévoir son incidence globale sur nos activités, nos liquidités, notre situation financière ou nos résultats; nous savons cependant que la crise a eu et pourrait continuer d'avoir une incidence défavorable significative sur nos résultats. Toute nouvelle épidémie, pandémie ou autre crise sanitaire qui pourrait se produire à l'avenir est susceptible de poser des risques semblables sur la Société.

Établissement des coûts et des prix des services d'accès Internet de gros

En août 2019, dans l'ordonnance de télécom CRTC 2019-288, *Suivi des ordonnances de télécom 2016-396 et 2016-448 - Tarifs définitifs concernant les services d'accès haute vitesse de gros groupé* (l'« ordonnance »), le CRTC a établi les tarifs définitifs des services d'accès haute vitesse de gros des fournisseurs de services exploitant leurs propres installations, dont le service AIT de Rogers. Dans cette ordonnance, le CRTC établit des tarifs définitifs nettement inférieurs aux tarifs provisoires auparavant imposés et détermine en outre que ces tarifs s'appliqueront de façon rétroactive au 31 mars 2016.

Selon nous, les tarifs définitifs établis par le CRTC ne sont pas justes et raisonnables, comme l'exige la *Loi sur les télécommunications*, parce que nous estimons qu'ils sont en deçà du prix coûtant. Le 13 septembre 2019, Rogers, en collaboration avec les autres grandes entreprises de câblodistribution canadiennes (les « entreprises de câblodistribution »), a déposé une requête en autorisation d'appeler auprès de la Cour d'appel fédérale (la « Cour »), aux termes de l'article 64(1) de la *Loi sur les télécommunications*, ainsi qu'une requête pour obtenir un sursis

interlocutoire de l'ordonnance du CRTC. Les entreprises de câblodistribution ont aussi interjeté appel devant le Cabinet fédéral et présenté au CRTC une demande de révision et de modification. Le 27 septembre 2019, la Cour a suspendu l'ordonnance de manière provisoire jusqu'à ce qu'elle rende sa décision relative à la requête des entreprises de câblodistribution pour obtenir un sursis interlocutoire de l'ordonnance du CRTC d'ici à ce que la Cour autorise ou non l'appel des entreprises de câblodistribution. Le 22 novembre 2019, la Cour a autorisé l'appel et a accordé un sursis interlocutoire de l'ordonnance du CRTC. L'appel a été entendu en juin 2020. Le 10 septembre 2020, la Cour a rejeté l'appel des entreprises de câblodistribution et annulé le sursis interlocutoire précédemment accordé. Le 28 septembre 2020, le CRTC a suspendu son ordonnance 2019-288 en attendant l'issue de l'examen du caractère approprié des tarifs établis dans l'ordonnance.

En raison de la suspension de l'ordonnance du CRTC et de la grande incertitude entourant l'issue de cette question et le montant, le cas échéant, que nous pourrions en définitive devoir rembourser aux revendeurs, nous n'avons comptabilisé aucune obligation à l'égard de cette éventualité pour le moment. L'ordonnance du CRTC dans sa forme actuelle aurait donné lieu au remboursement de montants antérieurement facturés aux revendeurs d'environ 195 millions de dollars, ce qui refléterait l'incidence de l'application rétroactive du 31 mars 2016 au 30 septembre 2020. Nous estimons que l'incidence à long terme se situerait entre 10 et 15 millions de dollars par trimestre.

Issue des poursuites

L'issue de l'ensemble des poursuites et réclamations intentées contre la Société, y compris celle du cas précité, dépend de leur règlement futur, notamment des incertitudes inhérentes aux litiges. Il nous est impossible de prédire l'issue ou l'ampleur des actions intentées en raison de divers facteurs et incertitudes en jeu dans le processus juridique. À la lumière de l'information dont nous disposons actuellement, nous sommes d'avis qu'il n'est pas probable que le règlement final de ces poursuites et réclamations, prises séparément ou dans leur ensemble, ait une incidence défavorable significative sur nos activités, nos résultats financiers ou notre situation financière. Si les circonstances changent et l'éventualité de notre responsabilité à l'égard des poursuites intentées contre nous devient probable, nous comptabiliserons une provision dans la période au cours de laquelle le changement d'éventualité surviendrait, ce qui pourrait avoir une incidence significative sur les états consolidés du résultat net et les états consolidés de la situation financière.

Estimations et méthodes comptables critiques

Notre rapport de gestion annuel de 2019, ainsi que nos états financiers consolidés audités annuels de 2019 et les notes y afférentes, présentent une analyse des estimations et méthodes comptables qui sont critiques pour l'appréciation de nos activités commerciales et de nos résultats opérationnels.

Nouvelles prises de position en comptabilité adoptées en 2020

Nous avons adopté les méthodes comptables et les modifications décrites ci-après, qui étaient en vigueur pour nos états financiers intermédiaires et annuels à compter du 1^{er} janvier 2020. Ces changements n'ont pas eu une incidence significative sur nos résultats financiers et ne devraient pas avoir d'effet significatif au cours des périodes à venir.

- Modifications apportées au *Cadre conceptuel*, dont le but est d'améliorer les notions entourant divers aspects de la présentation de l'information financière et les normes IFRS actuelles.
- Modifications de l'IAS 1, *Présentation des états financiers*, et de l'IAS 8, *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs*, qui précisent la définition du terme « significatif ».
- Modifications apportées à l'IFRS 9, *Instruments financiers*, (l'« IFRS 9 »), à l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, (l'« IAS 39 ») et à l'IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*, (l'« IFRS 7 »), appelées *Réforme des taux d'intérêt de référence*, qui donnent plus de détails sur la réforme fondamentale des grands taux d'intérêt de référence entreprise à l'échelle mondiale dans le but de redéfinir les taux interbancaires offerts (« TIO »), voire de les remplacer par des taux de référence quasi sans risque. Le moment où les taux de référence alternatifs prendront effet et la nature de ces taux alternatifs sont encore très incertains. Nous surveillerons activement la réforme des TIO et nous tiendrons compte des circonstances lorsque nous renouvellerons des contrats qui servent d'instruments financiers ou en concluons de nouveaux.

Récente prise de position en comptabilité n'ayant pas encore été adoptée

L'IASB a publié la nouvelle norme suivante, qui entrera en vigueur pour un exercice ultérieur et ne devrait pas avoir d'incidence sur nos états financiers consolidés de périodes à venir.

- IFRS 17, *Contrats d'assurance*, norme appelée à remplacer l'IFRS 4 du même nom, qui vise à uniformiser la comptabilisation des contrats d'assurance.

Transactions entre parties liées

Nous avons conclu des transactions avec Transcontinental inc., une société qui fournit des services d'impression à la Société et dont la présidente du conseil d'administration, M^{me} Isabelle Marcoux, C.M., siège aussi au conseil de RCI.

Ces transactions sont inscrites au montant convenu par les parties liées et examinées par le comité d'audit et de risque. Les montants exigibles pour ces services ne sont pas garantis et ne portent pas intérêt, et leur paiement est exigible en trésorerie dans le mois suivant la date de transaction. Le tableau qui suit présente un résumé des activités menées par les parties liées relativement aux transactions susmentionnées.

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Services d'impression	1	1	2	5

La Société a aussi conclu certaines transactions avec son actionnaire détenant le contrôle et avec les sociétés contrôlées par celui-ci. Ces transactions sont assujetties à des ententes formelles approuvées par le comité d'audit et de risque. Le total des montants versés à ces parties liées rend généralement compte de charges imputées à Rogers liées à l'utilisation commerciale occasionnelle d'un aéronef, déduction faite d'autres services administratifs, et a été inférieur à 1 million de dollars pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2020 et 2019.

Contrôles et procédures

Aucun changement n'a été apporté aux contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière au cours du trimestre à l'étude qui a eu, ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura, une incidence significative sur ces contrôles.

Caractère saisonnier

Nos résultats opérationnels varient généralement d'un trimestre à l'autre en raison des changements de conjoncture économique et des fluctuations saisonnières, notamment, touchant chacun de nos secteurs à présenter. Cela signifie que les résultats d'un trimestre ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats d'un trimestre ultérieur. Les activités de Sans-fil, de Cable et de Media comportent des aspects saisonniers, ainsi que certaines tendances historiques, qui leur sont propres. Pour en savoir davantage sur les tendances saisonnières de nos secteurs à présenter, il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2019. Outre les fluctuations saisonnières habituelles de nos activités, la COVID-19 a eu une incidence considérable sur nos résultats opérationnels cette année. Notre secteur Media a été particulièrement touché; durant la période de mars à juillet, les ligues majeures du sport professionnel ont en effet reporté et raccourci leurs saisons, si bien que certains produits et charges liés aux sports, comme l'amortissement des droits de programmation, ont dû être comptabilisés au cours du trimestre clos le 30 septembre 2020 au lieu de plus tôt dans l'année comme c'est généralement le cas.

Incertitude relative aux estimations

L'Organisation mondiale de la Santé a annoncé le 11 mars 2020 qu'elle considérait l'épidémie de COVID-19 comme une pandémie, et nous en suivons de près la progression et son incidence sur nos activités. Nos hypothèses, attentes et estimations sont plus incertaines que d'habitude en raison de l'incertitude entourant la durée et l'issue potentielles de la pandémie de COVID-19, des effets imprévisibles et changeants de celle-ci et des réponses du gouvernement pour y faire face. Nous sommes d'avis que cet accroissement de l'incertitude se manifeste surtout sur les estimations des pertes de crédit attendues, de la provision pour créances douteuses. Ainsi, étant donné l'évolution de la conjoncture économique, nous avons comptabilisé au deuxième trimestre une augmentation de 90 millions de dollars du montant des créances douteuses se rapportant à nos débiteurs, à nos créances liées au financement et à nos actifs sur contrat.

Indicateurs clés de performance

Nous mesurons le succès de notre stratégie à l'aide d'un certain nombre d'indicateurs clés de performance, qui sont définis et analysés dans notre rapport de gestion annuel de 2019 et le présent rapport de gestion. La Société estime que ces indicateurs clés de performance lui permettent de mesurer adéquatement sa performance par rapport à sa stratégie opérationnelle et par rapport aux résultats de ses pairs et de ses concurrents. Ces indicateurs ne sont pas des mesures conformes aux IFRS et ne doivent pas être considérés comme des substituts au bénéfice net ni à tout autre indicateur de performance conforme aux IFRS. Ces indicateurs sont les suivants :

- les nombres d'abonnés;
 - le nombre d'abonnés de Sans-fil;
 - le nombre d'abonnés de Cable;
 - le nombre de foyers branchés (Cable);
- le taux d'attrition des abonnés de Sans-fil;
- le montant facturé moyen par abonné (« MFMPA ») mixte de Sans-fil;
- les produits moyens par abonné (« PMPA ») mixtes de Sans-fil;
- les produits moyens par compte (« PMPC ») de Cable;
- les relations clients de Cable;
- la pénétration du marché de Cable (la « pénétration »);
- l'intensité du capital;
- le total des produits tirés des services.

Nous avons mis à jour au 1^{er} janvier 2020 les indicateurs clés de performance que nous présentons pour notre secteur Cable afin que nos communications externes concordent mieux avec les priorités de notre stratégie d'affaires interne par suite de la convergence des technologies employées pour offrir des services d'accès Internet et de télévision, notamment l'adoption du service Télé Élan qui se poursuit. Nous avons donc commencé à présenter les produits moyens par compte (« PMPC ») de Cable, ses relations clients et sa pénétration du marché, indicateurs qui sont définis ci-après. De plus, nous avons modifié la définition du nombre d'abonnés aux services de télévision, qui ne comprennent plus que les abonnés à Télé Élan, et renommé en conséquence l'indicateur; cette décision s'inscrit dans notre stratégie qui consiste à concentrer nos efforts sur les services de télévision par IP. Enfin, nous ne présentons plus le nombre d'abonnés aux services de téléphonie ni le nombre total d'abonnés, car notre produit de téléphonie est de plus en plus souvent regroupé avec nos produits d'accès Internet et de télévision moyennant un très faible surcoût. Nous avons apporté ces changements afin que nos communications externes correspondent davantage à nos priorités et à notre stratégie d'affaires. Les nouveaux indicateurs clés de performance se définissent comme suit :

NOMBRES D'ABONNÉS

Nombre d'abonnés (Cable)

- Les abonnés aux services Télé Élan et d'accès Internet sont représentés par une adresse.
- Si une adresse correspond à plusieurs logements, comme dans le cas d'un immeuble d'habitation, chaque locataire qui reçoit les services de télévision par câble, que les services lui soient facturés individuellement ou que le tarif des services soit inclus dans ses frais ou son loyer, représente un abonné. Pour les abonnés commerciaux ou institutionnels, comme les hôpitaux ou les hôtels, chacun d'entre eux représente un abonné.
- Les abonnés aux services Télé Élan et d'accès Internet ne comprennent que les abonnés pour qui le service est installé et opérationnel et facturé conséquemment.
- Le nombre d'abonnés exclut certains services aux entreprises assurés par notre réseau de fibre optique et l'infrastructure de nos centres de données, les services de transmission de la voix interurbains et locaux commutés et les services de transmission de données traditionnels, auxquels l'accès est fourni par des réseaux de tiers en location et au moyen des services tarifés des entreprises de services locaux titulaires.

RELATIONS CLIENTS

Les relations clients sont représentées par une adresse où au moins un des services de notre secteur Cable (accès Internet, télévision par câble ou Télé Élan et téléphonie résidentielle) est installé et fonctionnel, et le ou les services sont facturés en conséquence. Lorsqu'une adresse donnée correspond à plusieurs logements, comme dans le cas d'un immeuble d'habitation, chaque locataire abonné à au moins l'un des services de Cable compte pour une relation client, que le service soit facturé séparément ou inclus dans le loyer du locataire. Pour les abonnés institutionnels, comme les hôpitaux ou les hôtels, chacun d'entre eux représente une relation client.

PRODUITS MOYENS PAR COMPTE (CABLE)

Les produits moyens par compte (« PMPC ») nous permettent d'évaluer la somme totale que consacre en moyenne un client donné aux produits du secteur Cable. Les PMPC nous servent à dégager les tendances et à mesurer notre capacité à attirer et à fidéliser des comptes comportant plusieurs services à la fois. Nous calculons les PMPC en divisant les produits tirés des services de Cable par le nombre total moyen de relations clients pour une même période.

PÉNÉTRATION DU MARCHÉ

La pénétration du marché (la « pénétration ») mesure notre capacité à attirer de nouveaux ménages vers nos marques et nos produits dans le territoire de desserte de notre réseau. Nous la calculons en divisant le nombre de relations clients par le nombre de foyers branchés. Un taux de pénétration du marché en hausse signifie qu'il y a davantage de nouvelles relations clients que de nouveaux foyers branchés.

Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires

La Société a recours aux mesures non conformes aux PCGR et aux mesures de la performance complémentaires suivantes, qui sont revues périodiquement par la direction et le conseil d'administration, pour évaluer la performance de la Société et prendre des décisions au sujet des activités courantes de la Société et de sa capacité à générer des flux de trésorerie. Ces mesures, en totalité ou en partie, peuvent également être utilisées par les investisseurs, les institutions prêteuses et les agences de notation à titre d'indicateurs de la performance opérationnelle de la Société, de sa capacité à contracter ou à rembourser des emprunts et à titre de mesures d'évaluation des entreprises œuvrant dans le secteur des télécommunications. Ces mesures ne sont pas des mesures conformes aux PCGR et n'ont pas de signification normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine.

Mesure non conforme aux PCGR et mesure de la performance complémentaire	Pourquoi nous l'utilisons	Comment nous la calculons	Mesure financière la plus comparable en IFRS
BAlIA ajusté Marge du BAlIA ajusté	<ul style="list-style-type: none"> Pour évaluer la performance de nos activités et pour prendre des décisions à l'égard des activités courantes de l'entreprise et de la capacité à générer des flux de trésorerie. Nous croyons que certains investisseurs et analystes utilisent le BAlIA ajusté pour mesurer notre capacité à rembourser nos emprunts et à honorer nos autres obligations de paiement. Nous l'utilisons également à titre de composante du calcul de la rémunération incitative à court terme de tous les membres du personnel de direction. 	<p>BAlIA ajusté :</p> <p>Bénéfice net Plus (moins) les éléments suivants Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat, charges financières, amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, autres charges (produits), frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges, et perte (profit) sur la sortie d'immobilisations corporelles</p> <p>Marge du BAlIA ajusté :</p> <p>BAlIA ajusté Divisé par l'élément suivant Produits (ou produits tirés des services en ce qui concerne le secteur Sans-fil)</p>	Bénéfice net
Résultat net ajusté Résultat par action de base ajusté et dilué ajusté	<ul style="list-style-type: none"> Pour évaluer la performance de nos activités compte non tenu de l'incidence des éléments précédents puisque ceux-ci nuisent à la comparabilité de nos résultats financiers et pourraient fausser l'analyse des tendances relatives à la performance de nos activités. Exclure ces éléments ne signifie pas qu'ils ne sont pas récurrents. 	<p>Bénéfice net ajusté :</p> <p>Bénéfice net Plus (moins) les éléments suivants Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges, perte (recouvrement) sur la vente ou la liquidation de placements, perte (profit) sur la sortie d'immobilisations corporelles, (profit) sur les acquisitions, perte liée aux obligations d'achat liées à la participation ne donnant pas le contrôle, perte liée aux remboursements sur la dette à long terme, perte sur les dérivés liés aux contrats à terme sur obligations et ajustements d'impôt sur le résultat liés à ces éléments, y compris les ajustements liés aux modifications législatives</p> <p>Résultat par action de base ajusté et dilué ajusté :</p> <p>Résultat net ajusté et résultat net ajusté incluant l'effet dilutif de la rémunération fondée sur des actions Divisé par l'élément suivant Nombre moyen pondéré d'actions en circulation, avant et après dilution</p>	Bénéfice net Bénéfice de base et dilué par action
Flux de trésorerie disponibles	<ul style="list-style-type: none"> Pour faire état du montant en trésorerie disponible aux fins de remboursement de la dette ou de réinvestissement dans la Société, ce qui est un indicateur important de la solidité et de la performance financières de notre entreprise. Nous croyons que certains investisseurs et analystes utilisent les flux de trésorerie disponibles pour évaluer une entreprise et ses actifs sous-jacents. 	<p>BAlIA ajusté Moins les éléments suivants Dépenses d'investissement, intérêts sur les emprunts déduction faite des intérêts inscrits à l'actif, et impôt sur le résultat en trésorerie</p>	Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles
Dette nette ajustée	<ul style="list-style-type: none"> Pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions en lien avec la structure du capital. Nous sommes d'avis qu'il s'agit d'une mesure qui aide les investisseurs et les analystes à analyser la valeur globale et la valeur nette réelle de la Société et à évaluer notre endettement. 	<p>Total de la dette à long terme Plus (moins) les éléments suivants Partie courante de la dette à long terme, coûts de transaction et escomptes différés, (actifs) passifs nets au titre des dérivés liés à la dette, ajustement lié au risque de crédit relativement à la position nette au titre des dérivés liés à la dette, partie courante des obligations locatives; obligations locatives; avances</p>	Dette à long terme

Mesure non conforme aux PCGR et mesure de la performance complémentaire	Pourquoi nous l'utilisons	Comment nous la calculons	Mesure financière la plus comparable en IFRS
		bancaires (trésorerie et équivalents de trésorerie) et emprunts à court terme	
Ratio d'endettement	<ul style="list-style-type: none"> Pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions liées à la structure du capital. Nous sommes d'avis qu'il s'agit d'une mesure qui aide les investisseurs et les analystes à analyser la valeur globale et la valeur nette réelle de la Société et à évaluer notre endettement. 	Dette nette ajustée (selon la définition fournie ci-dessus) Divisée par l'élément suivant BAIIA ajusté des 12 derniers mois (selon la définition fournie ci-dessus)	Dette à long terme divisée par le bénéfice net

Rapprochement du BAIIA ajusté

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Bénéfice net	512	593	1 143	1 575
Ajouter :				
Charge d'impôt sur le résultat	189	219	408	544
Charges financières	219	215	653	610
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	663	627	1 952	1 850
BAIIA	1 583	1 654	4 156	4 579
Ajouter (déduire) :				
Autres charges (produits)	6	16	(1)	2
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	49	42	112	101
BAIIA ajusté	1 638	1 712	4 267	4 682

Rapprochement de la marge du BAIIA ajusté

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
BAIIA ajusté	1 638	1 712	4 267	4 682
Diviser par : total des produits	3 665	3 754	10 236	11 121
Marge du BAIIA ajusté	44,7 %	45,6 %	41,7 %	42,1 %

Rapprochement du résultat net ajusté

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Bénéfice net	512	593	1 143	1 575
Ajouter (déduire) :				
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	49	42	112	101
Incidence fiscale des éléments susmentionnés	(13)	(13)	(30)	(29)
Ajustement d'impôt sur le résultat, modification des lois fiscales	–	–	–	(23)
Résultat net ajusté	548	622	1 225	1 624

Rapprochement du résultat par action ajusté

(en millions de dollars, sauf les montants par action, et le nombre d'actions en circulation, en millions)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Résultat par action de base ajusté :				
Résultat net ajusté	548	622	1 225	1 624
Diviser par :				
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	505	511	505	513
Résultat par action de base ajusté	1,09 \$	1,22 \$	2,43 \$	3,17 \$
Résultat par action dilué ajusté :				
Résultat net ajusté dilué	545	613	1 208	1 618
Diviser par :				
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation après dilution	506	513	506	514
Résultat par action dilué ajusté	1,08 \$	1,19 \$	2,39 \$	3,15 \$

Rapprochement des flux de trésorerie disponibles

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	986	1 305	3 374	3 360
Ajouter (déduire) :				
Dépenses d'investissement	(504)	(657)	(1 656)	(2 016)
Intérêts sur les emprunts, déduction faite des intérêts inscrits à l'actif	(191)	(189)	(570)	(540)
Intérêts payés	216	222	614	581
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	49	42	112	101
Amortissement des droits de diffusion	(16)	(17)	(54)	(58)
Variation nette des soldes des actifs sur contrat	(363)	26	(1 079)	55
Variation nette des soldes des créances liées au financement	521	24	1 071	24
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel	198	45	29	267
Autres ajustements	(28)	(34)	(43)	7
Flux de trésorerie disponibles	868	767	1 798	1 781

Rapprochement de la dette nette ajustée et du ratio d'endettement

	Au 30 septembre	Au 31 décembre
(en millions de dollars)	2020	2019
Partie courante de la dette à long terme	1 450	–
Dette à long terme	17 297	15 967
Coûts de transaction et escomptes différés	175	163
	18 922	16 130
Ajouter (déduire) :		
Actifs nets au titre des dérivés liés à la dette	(2 155)	(1 383)
Ajustement lié au risque de crédit relativement aux actifs nets au titre des dérivés liés à la dette	(86)	(31)
Emprunts à court terme	982	2 238
Partie courante des obligations locatives	268	230
Obligations locatives	1 560	1 495
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(2 248)	(494)
Dette nette ajustée	17 243	18 185
	Au 30 septembre	Au 31 décembre
(en millions de dollars, sauf les ratios)	2020	2019
Dette nette ajustée	17 243	18 185
Diviser par : BAIIA ajusté des 12 derniers mois	5 797	6 212
Ratio d'endettement	3,0	2,9

Autres renseignements

Résultats financiers consolidés - sommaire trimestriel

Le tableau ci-après présente un résumé de nos résultats consolidés pour les huit derniers trimestres.

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	2020			2019				2018 ¹
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
Produits								
Sans-fil	2 228	1 934	2 077	2 493	2 324	2 244	2 189	2 464
Cable	988	966	973	987	994	997	976	989
Media	489	296	412	530	483	591	468	540
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(40)	(41)	(46)	(58)	(47)	(52)	(46)	(55)
Total des produits	3 665	3 155	3 416	3 952	3 754	3 780	3 587	3 938
Total des produits tirés des services ²	3 086	2 797	3 049	3 244	3 233	3 345	3 143	3 276
BAIIA ajusté ³								
Sans-fil	1 089	918	1 026	1 064	1 138	1 128	1 015	1 028
Cable	508	454	453	497	499	478	445	489
Media	89	(35)	(85)	22	130	72	(84)	40
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(48)	(43)	(59)	(53)	(55)	(43)	(41)	(36)
BAIIA ajusté	1 638	1 294	1 335	1 530	1 712	1 635	1 335	1 521
Déduire (ajouter) :								
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	663	650	639	638	627	614	609	564
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	49	42	21	38	42	39	20	94
Charges financières	219	214	220	230	215	206	189	205
Autres charges (produits)	6	7	(14)	(12)	16	(1)	(13)	(26)
Bénéfice net avant la charge d'impôt sur le résultat	701	381	469	636	812	777	530	684
Charge d'impôt sur le résultat	189	102	117	168	219	186	139	182
Bénéfice net	512	279	352	468	593	591	391	502
Bénéfice par action								
De base	1,01 \$	0,55 \$	0,70 \$	0,92	1,16 \$	1,15 \$	0,76 \$	0,97 \$
Dilué	1,01 \$	0,54 \$	0,68 \$	0,92	1,14 \$	1,15 \$	0,76 \$	0,97 \$
Bénéfice net	512	279	352	468	593	591	391	502
Ajouter (déduire) :								
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	49	42	21	38	42	39	20	94
Perte sur les dérivés liés aux contrats à terme sur obligations	-	-	-	-	-	-	-	21
Perte liée aux remboursements sur la dette à long terme	-	-	-	19	-	-	-	-
Incidence fiscale des éléments susmentionnés	(13)	(11)	(6)	(14)	(13)	(10)	(6)	(32)
Ajustement d'impôt sur le résultat, modification des lois fiscales	-	-	-	-	-	(23)	-	-
Résultat net ajusté ³	548	310	367	511	622	597	405	585
Résultat par action ajusté ³								
De base	1,09 \$	0,61 \$	0,73 \$	1,00 \$	1,22 \$	1,17 \$	0,79 \$	1,14 \$
Dilué	1,08 \$	0,60 \$	0,71 \$	1,00 \$	1,19 \$	1,16 \$	0,78 \$	1,13 \$
Dépenses d'investissement	504	559	593	791	657	742	617	828
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	986	1 429	959	1 166	1 305	1 057	998	1 051
Flux de trésorerie disponibles ³	868	468	462	497	767	609	405	471

¹ Les chiffres de 2018 n'ont pas été retraités après l'application de l'IFRS 16. Il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2019 pour un complément d'information.

² Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

³ Le BAIIA ajusté, le résultat net ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures, de la façon dont nous les calculons et des ratios auxquels elles servent.

Sommaire des résultats financiers du garant de la dette à long terme

Nos titres d'emprunt publics en circulation, les montants prélevés sur nos facilités de crédit bancaire et de lettres de crédit de 3,3 milliards de dollars et nos dérivés sont des obligations non garanties de RCI, en sa qualité de débiteur, et de RCCI, en sa qualité de codébiteur ou de garant, selon le cas.

Le tableau qui suit fournit un sommaire des principales informations financières de consolidation non auditées de RCI pour les périodes indiquées et inclut des colonnes distinctes pour : i) RCI, ii) RCCI, iii) les filiales non garanties, sur une base combinée, iv) les ajustements de consolidation et v) les totaux consolidés.

Trimestres clos les 30 septembre (non audité) (en millions de dollars)		RCI ^{1,2}		RCCI ^{1,2}		Filiales non garantées ^{1,2}		Ajustements de consolidation ^{1,2}		Total	
		2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019
Données tirées de l'état du résultat net											
Produits		–	–	3 191	3 299	519	505	(45)	(50)	3 665	3 754
Bénéfice net (perte nette)		512	593	390	461	69	140	(459)	(601)	512	593
Périodes de neuf mois closes les 30 septembre (non audité) (en millions de dollars)											
		2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019
Données tirées de l'état du résultat net											
Produits		–	–	9 111	9 671	1 267	1 603	(142)	(153)	10 236	11 121
Bénéfice net (perte nette)		1 143	1 575	988	1 322	123	159	(1 111)	(1 481)	1 143	1 575
À la clôture de la période (non audité) (en millions de dollars)											
		30 sept. 2020	31 déc. 2019	30 sept. 2020	31 déc. 2019	30 sept. 2020	31 déc. 2019	30 sept. 2020	31 déc. 2019	30 sept. 2020	31 déc. 2019
Données tirées de l'état de la situation financière											
Actifs courants		27 141	26 571	26 091	24 447	9 776	10 552	(56 552)	(56 453)	6 456	5 117
Actifs non courants		31 817	30 048	24 517	26 342	3 716	3 710	(27 496)	(28 198)	32 554	31 902
Passifs courants		26 886	26 550	28 023	29 201	9 271	8 278	(58 162)	(58 065)	6 018	5 964
Passifs non courants		19 248	17 869	4 911	4 938	142	138	(1 345)	(1 306)	22 956	21 639

¹ Aux fins du tableau ci-dessus, les placements dans des filiales sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

² Les montants présentés au titre des passifs courants et des passifs non courants de RCCI n'incluent pas les obligations découlant du fait d'agir en qualité de codébiteur ou de garant, selon le cas, de la dette à long terme de RCI.

À propos des énoncés prospectifs

Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs et de l'information prospective, au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables (ensemble, les « énoncés prospectifs »), et des hypothèses concernant notamment les activités, les activités opérationnelles ainsi que la performance et la situation financières de la Société, qui ont été approuvées par la direction à la date du présent rapport de gestion. Ces énoncés prospectifs et hypothèses comprennent, notamment, des énoncés sur les objectifs de la Société et ses stratégies pour les atteindre ainsi que des énoncés sur ses opinions, plans, attentes, prévisions, estimations ou intentions.

Les énoncés prospectifs :

- incluent habituellement des termes comme « prévoir », « supposer », « croire », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier », « projeter », « objectifs », « perspectives », « cibles » et d'autres expressions semblables et l'utilisation du futur et du conditionnel, mais tous ne contiennent pas nécessairement ces termes et expressions;
- comprennent les conclusions, prévisions et projections fondées sur nos objectifs et stratégies actuels ainsi que sur des estimations, attentes, hypothèses et autres facteurs, dont la plupart sont de nature confidentielle et exclusive, et que nous avons jugés raisonnables au moment de leur formulation, mais qui pourraient se révéler incorrects;
- ont été approuvés par la direction de la Société à la date du présent rapport de gestion.

Nos énoncés prospectifs comprennent des prévisions et des projections liées notamment aux éléments suivants, dont certains constituent des mesures non conformes aux PCGR (se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires ») :

- les produits;
- le total des produits tirés des services;
- le BAIIA ajusté;
- les dépenses d'investissement;
- les paiements d'impôt en trésorerie;
- les flux de trésorerie disponibles;
- les paiements de dividendes;
- la croissance des nouveaux produits et services;
- la croissance prévue du nombre d'abonnés et des services auxquels ils souscrivent;
- le coût d'acquisition et de fidélisation des abonnés et de déploiement de nouveaux services;
- les réductions de coûts et les gains en efficacité continue;
- les facteurs qui influent sur le ratio d'endettement;
- les déclarations au sujet des plans d'intervention que nous avons mis en œuvre devant la COVID-19 et de ses répercussions sur la Société;
- tous les autres énoncés qui ne relèvent pas de faits passés.

Nos conclusions, prévisions et projections se fondent sur les facteurs suivants, notamment :

- les taux de croissance générale de l'économie et du secteur;
- les cours de change en vigueur et les taux d'intérêt;
- les niveaux de tarification des produits et l'intensité de la concurrence;
- la croissance du nombre d'abonnés;
- les prix et les taux d'utilisation et d'attrition;
- l'évolution de la réglementation gouvernementale;
- le déploiement de la technologie;
- la disponibilité des appareils;
- le calendrier de lancement des nouveaux produits;
- le coût du contenu et du matériel;
- l'intégration des acquisitions;
- la structure et la stabilité du secteur;
- les répercussions de la COVID-19 sur nos activités, nos liquidités, notre situation financière ou nos résultats.

À moins d'indication contraire, le présent rapport de gestion et les énoncés prospectifs de la Société ne tiennent pas compte de l'incidence éventuelle d'éléments non récurrents ou exceptionnels ni des cessions, monétisations, fusions, acquisitions, regroupements d'entreprises ou autres transactions qui pourraient être envisagés ou annoncés ou qui pourraient survenir après la date des énoncés prospectifs figurant aux présentes.

Risques et incertitudes

Les événements et résultats réels pourraient différer sensiblement de ceux exprimés explicitement ou implicitement dans les énoncés prospectifs en raison des risques, incertitudes et autres facteurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté et qui comprennent, sans toutefois s'y limiter :

- la modification de la réglementation;
- l'évolution technologique;
- la conjoncture économique, le contexte géopolitique et d'autres situations qui influent sur l'activité commerciale;
- les variations imprévues des coûts de matériel ou de contenu;
- l'évolution de la conjoncture dans les secteurs du divertissement, de l'information et des communications;
- l'intégration des acquisitions;
- les litiges et les questions fiscales;
- l'intensité de la concurrence;
- l'émergence de nouvelles occasions d'affaires;
- des menaces extérieures, telles que des épidémies, des pandémies et d'autres crises sanitaires, des catastrophes naturelles et des cyberattaques;
- les nouvelles normes comptables et les nouvelles interprétations des organismes de normalisation comptable.

Ces facteurs peuvent également avoir une incidence sur nos objectifs, nos stratégies et nos intentions. Un grand nombre de ces facteurs est indépendant de notre volonté ou de nos attentes ou connaissances actuelles. Par conséquent, si ces risques, incertitudes ou autres facteurs se concrétisaient, si les objectifs, stratégies ou intentions actuels de la Société changeaient ou si les autres facteurs ou hypothèses qui sous-tendent les énoncés prospectifs se révélaient incorrects, les résultats réels et nos plans pourraient différer considérablement des prévisions courantes.

Par conséquent, les investisseurs doivent faire preuve de prudence à l'égard des énoncés prospectifs et il serait déraisonnable de leur part de se fier indûment à ces énoncés en croyant qu'ils leur confèrent quelque droit établi que ce soit en ce qui concerne nos résultats ou plans futurs. La Société n'est nullement tenue (et rejette expressément une telle obligation) de mettre à jour ou de modifier les énoncés contenant des informations prospectives et les facteurs ou hypothèses sous-jacents à ces énoncés, que ce soit en raison de renseignements nouveaux, d'événements futurs ou autrement, sauf si la loi l'exige. Tous les énoncés prospectifs paraissant dans le présent rapport de gestion sont assujettis à cette mise en garde.

Avant de prendre toute décision d'investissement

Avant de prendre toute décision d'investissement et pour une analyse détaillée des risques, des incertitudes et du contexte liés aux activités de la Société, de ses activités d'exploitation, et de sa performance et de sa situation financières, il y a lieu de revoir attentivement les rubriques « Mise à jour sur les risques et les incertitudes » et « Évolution de la réglementation » du présent rapport de gestion, les rubriques « Réglementation de notre secteur » et « Gouvernance et gestion des risques » de notre rapport de gestion annuel de 2019, ainsi que les divers documents que nous avons déposés auprès des autorités de réglementation canadiennes et américaines, disponibles respectivement sur les sites Web sedar.com et sec.gov. L'information obtenue sur les sites Web sedar.com, sec.gov, le site Web de la Société ou tout autre site Web mentionné dans le présent document, ou liée à ces sites, ne fait pas partie du présent rapport de gestion et n'y est pas intégrée.